N°9
JUIN
2011
REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

P.4 FORUM DES LECTEURS
MICHEL VOVELLE NOUS ÉCRIT

P.22 REVUE DES MEDIAS
LA MONDIALISATION REJETÉE, VERS UNE "DÉMONDIALISATION" ?
Par ALAIN VERMEERSCH

P.28 HISTOIRE
« ÊTRE COMMUNISTE C'EST ÊTRE INTERNATIONALISTE »
Par SAMIR AMIN

LA REVUE DU PROJET

▶ P.6 LE DOSSIER

LE MULTICULTURALISME : UN CAUCHEMAR ?

Parti communiste français

FORUM DES LECTEURS

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2011... TOUJOURS PLUS HAUT

Elle se déroulera les 26-27-28 août 2011 en Savoie, au-dessus de Saint-Jean de Maurienne aux Karellis, station entièrement dédiée au tourisme social (1650m à 2500m alt.)

Nous disposerons sur place de 9 salles et de deux amphi de 120 et 400 places pour tenir : conférences, débats, ateliers vidéo, films, vie militante... sur quelques thèmes à l'étude : *les 100 ans de Jean Genet, la liberté de création, la poésie contemporaine, faut-il achever l'euro ?, jeunesse rebelle, la nation, l'extrême droite, guérir le travail, manipulation de l'Histoire, la gestation par autrui, socialisme, le monde, l'Europe, l'internationalisme...* Et d'autres déjà arrêtés : *Ambroise Croizat est-il moderne, La perte d'autonomie, Démocratie sanitaire en région, La maternelle, À quoi servent les humanités (ou les sciences humaines) ?* Conférence sur *Le Pacte des rapaces, À trop étudier le libétralisme, l'économiste devint contestataire, Le pouvoir des mots...*
Deux grandes nouveautés pour faciliter la participation de toutes et tous.

- Animation et jardin d'enfants
- Possibilité de séjour à tarif très intéressant avant l'université d'été (le site ferme après l'université)

Pour les « loisirs » : Piscine et tennis gratuits, un guide du patrimoine du Pays de Savoie pour des visites culturelles et les animations de la station... Les camarades de la fédération de la Savoie nous accueilleront entre autres avec des produits régionaux et nous feront connaître leur Savoie.

Toutes les informations complémentaires : tarifs, hébergement, localisation... sont disponibles sur le formulaire d'inscription en ligne sur www.pcf.fr/formation
Inscrivez-vous nombreuses et nombreux et rendez-vous aux Karellis !

« Il est des moments dans l'histoire où le combat d'idées devient l'essentiel de notre lutte politique. »

SOMMAIRE

4 FORUM DES LECTEURS/LECTRICES

5 REGARD
Nicolas Dutent La photographie solidaire

6 ▸ 17 LE DOSSIER
LE MULTICULTURALISME : UN CAUCHEMAR ?
ÉDITO **Guillaume Quashie-Vauclin**
Maurice Godelier Trois clefs pour comprendre les identités en conflits
Jean-Loup Amselle L'ethnicisation de la société française
Catherine Kintzler La « diversité » : patchwork ou melting pot ?
Paul Boccara Pour dépasser la crise de civilisation. Défis des affrontements et nouveaux partages
Catherine Coquery-Vidrovitch Comment penser l'universel à partir du postcolonial ?
Stéphane Coloneaux Le métissage : la pensée de l'émancipation
Rokhaya Diallo Le « communautarisme », c'est mal ?
Maboula Soumahoro Mouvement et multiculturalisme
Ian Brossat Contrôle au faciès : la réalité d'une hypocrisie
Alain Blum Mesurer, classer. Statistiques ethniques ?
Richard Sanchez Liberté, égalité, aimer
Jacques Portes Le multiculturalisme aux Etats-Unis

18 COMBAT D'IDÉES
Gérard Sreiff : Vivre ensemble, dur, dur...
SONDAGES : Le pouvoir des politiques

21 NOTES DE SECTEUR
EUROPE Le congrès de la CES

22 REVUE DES MÉDIAS
Alain Vermeersch La mondialisation rejetée, vers une « démondialisation » ?

24 CRITIQUES
Coordonnées par **Marine Roussillon**
Domenico Losurdo *Staline, Histoire et critique d'une légende noire*
David Pestieau, Herwig Lerouge *Questions et réponses sur l'avenir de la Belgique*
Régis Sauder *(DOCUMENTAIRE) Nous, Princesses de Clèves*
Gérard Le Puill *Bientôt nous aurons faim !*

26 COMMUNISME EN QUESTION
Vincent Cespedes L'alchimie humaine

28 HISTOIRE
Samir Amin Être communiste, c'est être internationaliste

30 SCIENCES
Ivan Lavallée L'éthique des TIC

32 CONTACTS / RESPONSABLES DES SECTEURS

MEDIAPART

L'équipe de la *Revue du Projet* a le plaisir de vous annoncer que nous disposons d'une édition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de **Mediapart**. Nous vous invitons à participer à cette collaboration en réagissant, en commentant et en diffusant largement les contributions que nous mettons en ligne.
http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet
Note : Pour tout commentaire concernant cette édition, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante :
nicolasdutent@gmail.com

ÉDITO

Patrice Bessac, responsable du Projet

LA POULE, L'ŒUF, L'ESPAGNE ET LE PEN

Applaudir. Maudire. Encenser. Rejeter. La litanie des amours et des désamours médiatiques et politiques pour les jeunes indignés espagnols est sans fin. Les POUR, les CONTRE, les compatissants, les accusateurs… tout cela manque singulièrement de dialectique.

Car, au fait, que se passe-t-il ? Le classicisme des formes a repris ses droits : la mise en accusation du système économique et politique débouche à la fois sur la contestation la plus progressiste et sur le regain électoral et idéologique des extrêmes droites européennes.

Les hommes rajoutent du malheur à leurs malheurs. À quoi bon juger ? Le problème n'est pas là.

Nous sommes anciens. Donc dévalués. Marine Le Pen est nouvelle, fraîche, elle n'a pas été aux affaires. Et surtout, elle a formulé une cohérence politique implacable. Face aux malheurs du monde, ses réponses sont simples et compréhensibles : bazarder l'euro, virer les immigrés, fermer les frontières, protéger notre industrie.

À cette cohérence, nous n'avons qu'à opposer une complexité pour deux raisons fondamentales.

Première raison de fond, il est impossible de penser la Révolution dans un seul pays… tout serait plus simple, je vous l'accorde, mais c'est faux.

Deuxième raison stratégique, le choix de ne pas être des démagogues est le seul choix stratégique possible : faire la jonction entre mouvement politique, mouvement social, mouvement populaire exige d'organiser et de faire progresser une cohérence programmatique. Cette cohérence dans un pays de grande éducation comme la France est nécessairement au prix de la sincérité et du respect. La démagogie serait un deccélérateur d'unité.

Quel rapport avec l'Espagne ? Il s'exprime à mes yeux à la fois une revendication profonde de démocratisation économique et politique et, dans le même temps, la séparation d'avec le champ politique constitué m'apparaît être une maladie du champ politique et non du mouvement lui-même.

Soutenir, aimer, parfois organiser est naturel pour nous mais ce n'est certainement pas notre responsabilité. Notre responsabilité est d'organiser la confrontation dans le mouvement sur les solutions d'avenir. La dévaluation apparente de la politique n'est qu'un effet de son absence de pratique. À cela, des nombreux camarades espagnols, et bien au-delà des communistes, ont commencé à s'attacher : c'est le plus important.

Rapporté à nos affaires et une fois LE candidat désigné, d'autres choses sérieuses commenceront. La première d'entre-elles sera sans doute d'imaginer la campagne présidentielle autrement que dans le cadre d'une campagne présidentielle.

Par exemple avec le « programme partagé »… les mots s'usent et deviennent vite de la langue de bois. Ainsi en est-il de cette expression, « le programme partagé doit devenir un programme réellement partagé par le grand nombre »… La langue de bois banalise cette expression et pourtant l'essentiel est là. Moins de meetings, plus de contacts avec la population… moins de JE et plus de NOUS, moins d'entre-soi et plus d'entre-nous-et-eux…

Je ne méconnais pas les aspects tactiques et les multiples lois de l'élection présidentielle. Cependant, la part de boxe et de combats que requiert nécessairement l'exercice politique ne doit pas tout occuper jusqu'à supprimer l'essentiel. Et l'essentiel est notre mission démocratique, l'ambition principale du Front de gauche : devenir un mouvement puissant dans le peuple.

Comme disent les gens savants en parlant du capitalisme, cela veut dire pour dire changer de paradigme politique, changer la manière de mener campagne, réinventer un militantisme dont l'un des cœurs est le mouvement du grand nombre. Et le faire vraiment. ■

DES CHANGEMENTS À *LA REVUE DU PROJET*

Guillaume Quashie-Vauclin, qui a coordonné le dossier de ce numéro, sera désormais le responsable adjoint de la *Revue du Projet*, reprenant aussi la responsabilité de Cécile Jacquet. Cécile que nous remercions chaleureusement de son travail et de son enthousiasme et à qui nous souhaitons bonne route pour la suite… en étant assuré que sa route croisera de nouveau la Revue. L'équipe.

FORUM DES LECTEURS

Pages réalisées par **Cécile Jacquet**

Écrivez-nous à : **projet@pcf.fr**

DOSSIER SUR L'EUTHANASIE, MICHEL VOVELLE[1] NOUS ÉCRIT

Je vous adresse les commentaires que ce dossier sur l'euthanasie m'a inspiré. Voyez-y une preuve de l'intérêt que je porte à votre revue. J'accepte (votre sollicitation) avec reconnaissance, non seulement parce que j'ai eu à aborder le problème dans plus d'un article, lors de la mise à jour de « *Mort et Occident de 1300 à nos jours* » en 2002, voire comme premier intervenant auditionné par la commission Léonetti... et pour avoir pendant quinze ans participé aux conférences de formation aux soins palliatifs à l'Hôpital Paul Brousse de Villejuif.

Cela me donne le privilège de bénéficier de la lecture du dossier qui fait le point sur l'état actuel de la question, en croisant différents regards. Il serait présomptueux de ma part d'arbitrer entre ces points de vue, mais un certain nombre de conclusions s'imposent. Il y a « dissensus ». (…) Brutalement formulé, dans le cadre de nos sociétés « privilégiées » l'impact de l'allongement de la durée de vie s'inscrivait jusqu'à peu de temps dans le dilemme entre le cancer ou l'accident cardiovasculaire (…) et voici qu'une troisième voie se profile de plus en plus envahissante celle des maladies de « dégénérescence » devenant l'échéance redoutée des fins de vie, s'associant à la solitude, la perte d'autonomie, la dépendance. (…) Les retraités deviennent un fardeau pour la société néolibérale. (…) Nous nous heurtons là aux héritages anciens comme aux réflexes nouveaux qui suscitent le dissensus. D'un côté le respect sacré de la vie, comme impératif absolu d'ordre religieux ou d'ordre étatique (le serment d'Hippocrate) quelles que soient les infractions constantes et majeures à ce principe dont l'histoire est tissée. La référence contemporaine aux massacres et génocides du XX[e] siècle renforce cette attitude, qui veut se targuer de trouver sa légitimité dans une disposition innée de l'humanité, le dur désir de durer, ce réflexe vital qui frappe de suspicion le vœu fait en santé : qu'en sera-t-il au dernier moment ? (…) En contrepoint de cette tendance, aisément majoritaire, la libre disposition de son droit à la vie, impliquant celui d'y mettre fin lorsqu'elle est devenue insupportable, renvoie à une histoire élitiste, nourrie des ses référents antiques ou historiques, au fil de l'histoire si occultée du suicide, objet de proscriptions et d'interdits majeurs, sujet de réflexions philosophiques ou littéraires de l'humanisme à nos jours. La survie du corps social implique-t-elle de défendre cet interdit ? Le suicide héroïque des personnages de l'Antiquité ou des héros de la Révolution française est à admirer de loin. (…) Nos auteurs évoquant le cas de Paul Lafargue et de son épouse quittant la vie ensemble, de propos mûri et délibéré ne citent pas le commentaire de Lénine : un révolutionnaire n'a pas le droit de déserter ainsi !

C'est bien sur ce butoir que nos parlementaires, qui ne sont pas léninistes, se sont arrêtés, même si l'on assiste chez les responsables de la gauche à la volonté de promouvoir l'exercice de l'assistance au départ volontaire et assumé de la vie. (...) Je ne partage pas les conclusions formulées par Axel Kahn en défense des aménagements trop limités de la loi Léonetti : conserver les interdits en tolérant les infractions et manifestant de l' « indulgence » envers les médecins volontaires qui franchiront la barrière, comme c'est actuellement le cas, n'est pas une mesure digne. C'est en faire comme les médecins qui pratiquent l'IVG les francs-tireurs d'une société qui demeure enfermée dans les barrières de tabous anciens, alors même qu'elle transgresse de plus en plus ouvertement les règles d'un humanisme à promouvoir. ■

Extraits

1) Historien spécialiste de la révolution française, directeur honoraire de l'IHRF et professeur émérite à Paris I, Michel Vovelle a réalisé des travaux d'histoire sociale et religieuse sur la mort

Merci de l'envoi des deux exemplaires de la revue ! Il s'agit d'un excellent numéro consacré au projet du Parti socialiste. N'hésitez pas à me recontacter au besoin, dans le cadre de projets/débats à venir concernant le PCF/Front de gauche. Bien à vous,

Philippe Marliere, Professeur de sciences politiques à l'université de Londres, auteur de *La social-démocratie, une force du passé* dans *La revue du projet*, n°8 mai 2011

Des réactions sur Mediapart.fr

Agrocarburants : des chiffres pour mieux comprendre

Un apport non négligeable à la réflexion sur les agrocarburants que l'on peut compléter en voyant le film documentaire Green.

Contribution éclairante et instructive.

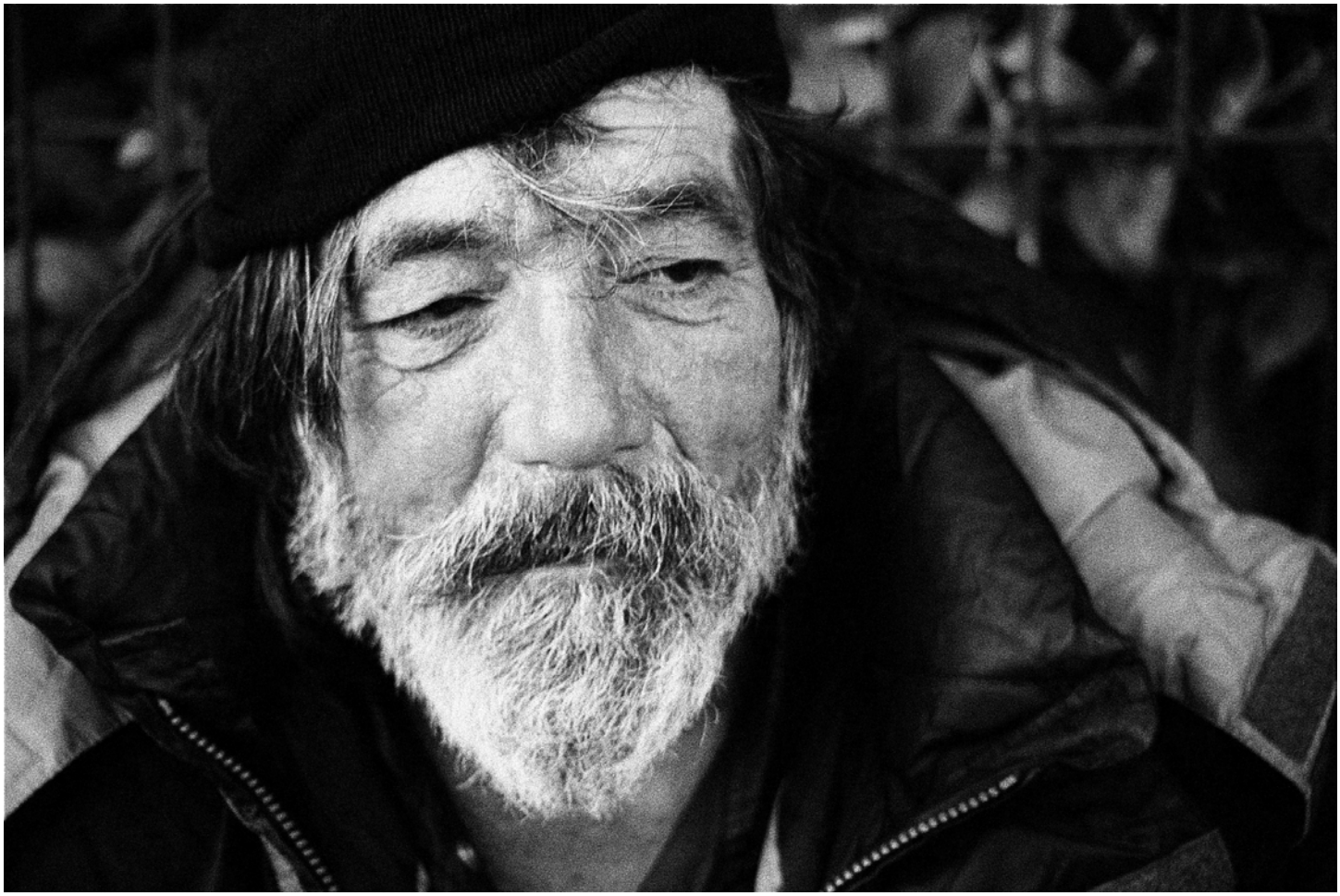
Pour l'Art, la Culture et l'Information : une nouvelle ambition politique

Merci de cette synthèse d'un débat auquel j'aurais assisté et cette prise en compte d'un enjeu fondamental trop souvent oublié.

Belle synthèse. Je regrette avoir été trop loin de vous pour avoir pu assister à ça. Mais nous allons pouvoir réfléchir autour de ces données. 2012 approche à grands pas... À suivre...

Merci pour le compte-rendu de ce débat. J'y suis intervenu et j'ai trouvé ça plutôt plus intéressant que ce n'est le cas d'habitude pour ce genre de débat. Beau travail, important, intéressant.

Oui, belle contribution pour un débat démocratique, pour un programme.



© Nicolas Dutent

« Autrui, c'est l'autre, c'est-à-dire le moi qui n'est pas moi »

Jean-Paul Sartre, *L'Etre et le Néant*

Ce sans-abri pour qui l'espoir est devenu étranger. Bien que résigné, ce regard semble paradoxalement traduire une demande et un désir d'Humanité qui restent à combler.
J'ai tenté ici de défendre l'idée que la photographie humaniste (notablement dans notre pays), si elle se charge souvent avec succès de figer les détails heureux inscrits dans le monde et révélés de notre quotidien, il apparaît également que cet exercice se doit tout autant de lever le voile sur une réalité moins réjouissante : le sort accordé à celles et ceux que la vie a oubliés, allant jusqu'à effacer leur existence sociale. Ce qui correspond ni plus ni moins à la volonté d'un Jean Jaurès pour qui *« le courage c'est de chercher la vérité et de la dire. »* ■

Nicolas Dutent

Le Prix de la photographie solidaire est un concours organisé au sein de l'association Autremonde qui vise à récompenser le talent et l'engagement solidaire de jeunes photographes de moins de 28 ans, invités à proposer trois photographies sur le thème de « l'Autre ».

Le jury de professionnels est composé de Ghyslaine Badezet (directrice pédagogique de la Maison européenne de la photographie) et d'Aurore Le Maître (professeur au lycée Auguste-Renoir). Parmi les partenaires de ce concours figurent Epson, Chasseur d'Images, la Maison européenne de la photographie et les éditions Thierry Magnier.

5e Lauréat : Nicolas Dutent

ÉDITO

MULTICULTURALISME, LA PERSPECTIVE ÉMANCIPATRICE DE NOTRE TEMPS ?

Par Guillaume Quashie-Vauclin

Ce numéro de *la Revue du Projet* paraît dans un contexte lourd. La droite au pouvoir plonge en effet notre pays dans une atmosphère méphitique, chaque jour plus irrespirable. La xénophobie s'affiche sans fard sur les perrons ministériels et les lois ignobles suivent les discours infâmes. Au-delà même de nos frontières, c'est ce même mouvement dangereusement convergent qui se dessine parmi les droites européennes, toutes peu ou prou lancées dans une course à l'identité (nationale, chrétienne, blanche). L'ennemi qu'elles désignent ? Le « multiculturalisme », chiffon rouge agité pour détourner des marchés financiers la colère des peuples.
Et la gauche face à cela ? Elle semble adopter de plus en plus nettement la défense du « multiculturalisme », encouragée en ce sens par les assauts de la droite contre cette notion. On assiste ainsi à une mutation des réponses proposées à gauche face aux questions qu'on rassemble parfois sous le vocable de « vivre ensemble ». La promotion du multiculturalisme semble prendre le pas sur celle de l'universalisme de tradition républicaine. Ce phénomène est visible, de longue date, dans une large partie de l'extrême gauche, héritière d'un certain tiers-mondisme ; il l'est aussi au Parti socialiste, de manière croissante.
Assurément, les impasses, les impostures et les crimes de cet universalisme républicain du XIXe siècle ont contribué à discréditer ce concept aux yeux de nombre de contemporains progressistes. C'est bien au nom de l'universalisme républicain que fut menée l'entreprise coloniale qui imposa normes, valeurs et domination européennes. C'est bien parce que des Européens ont pensé leurs codes sur le mode de l'universel qu'ils les ont imposés aux peuples du monde, niant dans le même temps toute existence – toute possibilité même – d'une culture hors des rivages de l'Europe.
De cet universalisme-là, myope et colonial, qui étend à l'universel ses particularismes de bourgade, il ne peut plus être question pour qui se veut combattant de l'émancipation en ce début de XXIe siècle. Ceci est désormais acquis à gauche. Pourtant, le débat ne s'en trouve pas clos. Tout universalisme doit-il être abandonné ? Le multiculturalisme est-il le chemin à emprunter pour qui cherche la voie de l'émancipation individuelle et collective ? C'est sur ce terrain que discutent les textes ici rassemblés. Non sans convergences possibles, assurément. Non sans clairs désaccords qu'il ne s'agit pas d'amoindrir car ce n'est qu'avec ces dissonances que le débat peut vivre et s'épanouir parmi les communistes – et au-delà – autour de positions fortes et construites.
Si la pluralité d'approches est donc respectée dans le dossier, je souhaite exposer en quelques mots la perspective qui est la mienne.
Une approche en termes multiculturalistes me semble receler mille dangers. Quel sens aurait encore l'humanité si celle-ci devait être divisée d'insurmontable façon en « Africains », « musulmans », « Français », étanches communautés juxtaposées dont on attendrait – pour les bonnes âmes – qu'elles « dialoguent » ou – pour les âmes damnées – qu'elles se séparent voire se combattent ? Je ne crois pas à une essence figée, pure et parfaite du « Français », du « musulman », de l'« Africain » : l'un mangeant saucisson, l'autre couscous et le dernier bananes ; chacun devant en rester là, ayant tout juste le droit, dans le meilleur des cas, de goûter au plat du voisin, le temps d'une soirée, avant de remettre au plus vite, qui son pagne, qui son béret, qui sa burqa. Non ! La célèbre phrase de Térence ne saurait être oubliée sans périls : « *Homo sum, humani nihil a me alienum puto.* » [Je suis un homme, j'estime que rien de ce qui est humain ne m'est étranger.]
Par ailleurs, l'individu n'est pas réductible à une communauté, miraculeusement susceptible de dire et définir l'entièreté complexe et plurielle de son être. Disons les choses politiquement : à mes yeux, l'individu ne doit pas être réduit à une communauté sous peine de dissolution de l'humanité et de tout horizon émancipateur, sous peine, tout autant, d'étouffement et d'enfermement de l'individu dans d'aliénantes destinées assignées. Terminons enfin par le plus évident : qui ne voit que ces étanches divisions arbitraires de l'humanité, appliquées à ceux qui ont tout intérêt à se libérer de l'exploitation capitaliste, nourrissent puissamment la division des dominés et l'illusion que l'issue ne saurait être trouvée que par et dans « sa » seule « communauté » ?
Cette prise de parti personnelle n'entend pas être une conclusion politique – je n'en ai guère la légitimité –, encore moins théorique. Elle se veut une modeste entrée en matière, signalant quelques-uns des lourds enjeux que soulève le concept de multiculturalisme. Elle se veut également une invitation à lire avec l'attention qu'elles méritent toutes les contributions de ce riche dossier. Elle se veut enfin un appel à penser vraiment ces questions majeures. La situation de notre peuple est trop dure et le besoin d'alternative trop immense pour que nous abandonnions paresseusement ce terrain décisif. Bonne lecture ! ■

TROIS CLEFS POUR COMPRENDRE LES IDENTITÉS EN CONFLITS

Communauté, société, culture et identité, ces concepts sont-ils encore utiles à la production de connaissances scientifiques ?

Par Maurice Godelier*

J'aimerais inviter à réfléchir sur le contenu de quatre concepts – communauté, société, culture et identité –, probablement les plus utilisés dans les sciences sociales, mais aussi bien au-delà puisqu'on les retrouve en abondance dans les discours des politiciens, les articles des journalistes, etc. Du fait de leurs multiples usages dans des contextes les plus divers, ces quatre concepts sont-ils encore utiles à la production de connaissances scientifiques ? Je le pense, mais c'est à certaines conditions que j'essaierai de définir.

COMMUNAUTÉ ET SOCIÉTÉ

[…] Notre analyse nous permet de préciser la différence qui existe entre une « communauté » et une « société ». Il est essentiel de ne pas confondre ces deux concepts ni les réalités sociales et historiques distinctes auxquelles ils renvoient. Un exemple suffira pour montrer clairement cette différence. Les juifs de la diaspora qui vivent à Londres, à New York, à Paris ou à Amsterdam forment des

communautés au sein de ces différentes sociétés et de ces États, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France, les Pays-Bas, etc. Elles coexistent avec d'autres communautés, turques, pakistanaises, etc. qui ont chacune leurs propres façons de vivre, leurs traditions. Par contre, les juifs de la diaspora qui ont quitté ces pays pour aller vivre en Israël vivent désormais dans une société qui est représentée et gouvernée par un État dont ils veulent voir les frontières reconnues définitivement par les populations et les États voisins. Et c'est ce que revendiquent également les Palestiniens, un territoire et un État. Là encore, le critère qui fait société, c'est celui de la souveraineté sur un territoire. Il est important de remarquer que toutes ces communautés mènent au sein de leur société d'accueil une existence sociale qui leur est particulière. Pour donner un autre exemple, dans la plupart des métropoles du monde existent des Chinatown où les Chinois continuent à parler leur langue, à suivre leur calendrier de fêtes et à ouvrir des restaurants. Ils forment des communautés mais ne constituent pas une société.

Au passage, je voudrais également faire une distinction qui semble aujourd'hui obsolète à beaucoup d'entre nous. J'ai appelé « tribu » la forme de société qui est celle des Baruya, comme j'ai appelé « clans et lignages patrilinéaires » leurs groupes de parenté. Et j'ai appelé aussi « ethnie » l'ensemble des groupes locaux qui dans cette région affirment avoir une origine commune et être issus de la dispersion de groupes vivant autrefois près de Menyamya. Les Baruya et leurs voisins utilisent, pour désigner cet ensemble de groupes auquel ils se savent appartenir, l'expression : « ceux qui portent les mêmes parures que nous ». Cependant, le fait d'être conscient d'appartenir à ce même ensemble ne procure à un Baruya ni un accès à la terre ni un accès aux femmes et par ailleurs ne l'empêche pas de faire la guerre aux tribus voisines appartenant au même ensemble. On voit par là que c'est seulement la « tribu » qui constitue pour un Baruya une « société », tandis que « l'ethnie » constitue pour lui une communauté de culture et de mémoire, mais non une « société ». Ceci éclaire le fait que pour devenir une société, une ethnie doit souvent de nos jours réussir à former un État qui lui assurera une souveraineté sur son territoire. C'est là une revendication des groupes kurdes répartis entre plusieurs États, et ce fut hier une revendication des Bosniaques ou des Kosovars. Et dans certains cas une ethnie, en revendiquant pour elle seule l'appropriation d'un État et d'un territoire, s'autorise à procéder à des épurations ethniques.

LES RÉPONSES DES ÉTATS

Dans les sociétés occidentales dont le régime politique est en principe démocratique, on peut constater deux réponses des États à l'existence en leur sein de communautés de natures diverses, religieuses ou ethniques. Soit le communautarisme à la façon britannique, soit l'intégration à la française de toutes les communautés au sein de la République. Les deux formules ne semblent pas avoir véritablement réussi à répondre aux problèmes posés par la diversité culturelle et religieuse au sein des sociétés modernes.[…]

CULTURE ET IDENTITÉ

Qu'est-ce que j'entends par « identité » ? Pour moi, c'est la cristallisation à l'intérieur d'un individu des rapports sociaux et culturels au sein desquels il/elle est engagé(e) et qu'il/elle est amené(e) à reproduire ou à rejeter. On est le père ou le fils de quelqu'un par exemple et cette relation à l'Autre définit le rapport qui existe entre nous et en même temps en chacun de nous, mais sur un mode différent : le père n'est pas son fils. Cette définition est celle du Moi social que chacun d'entre nous offre aux autres. Mais il existe aussi un autre versant du Moi, le Moi intime, celui né des rencontres heureuses ou douloureuses de ce Moi social avec les autres. C'est pourquoi l'identité sociale de chaque individu est à la fois une et multiple de par le nombre des rapports que l'on entretient avec les autres. ■

Maurice Godelier* est anthropologue, directeur d'études honoraire à l'EHESS.

Maurice Godelier, *Communauté, société, culture. Trois clefs pour comprendre les identités en conflits*, Paris, CNRS Éditions, 2009. Extraits publiés avec l'autorisation de l'auteur

L'ETHNICISATION DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

À la différence d'autres pays comme les Etats-Unis, l'essor du multiculturalisme en France se traduit par une montée du racisme.

PAR JEAN-LOUP AMSELLE*

Le multiculturalisme a échoué en France, et plus largement en Europe. Non pas comme le prétendent Angela Merkel, David Cameron et Nicolas Sarkozy parce qu'il n'est pas parvenu à « intégrer » les « immigrés » mais parce que, en fragmentant le corps social de chacun des pays où ce principe est, soit officiellement mis en œuvre, soit revendiqué par une fraction de l'éventail politique, il a abouti à dresser l'un contre l'autre deux segments de la population : l'identité majoritaire et les identités minoritaires. Par une sorte d'effet boomerang, l'apparition au sein de l'espace public de minorités ethnoculturelles et raciales a provoqué, dans chaque cas, le renforcement de l'identité « blanche » et chrétienne. Il est d'ailleurs symptomatique que le Front national et les Indigènes de la République se soient référés tous deux à des expressions proches pour désigner l'identité majoritaire : les « Français de souche » dans un cas, les « souchiens » dans l'autre.

IDENTITÉS POSTCOLONIALES

A la différence d'autres pays comme les Etats-Unis, l'essor du multiculturalisme en France se traduit donc par une montée du racisme. Ce racisme revêt lui-même deux formes : l'affirmation forcenée d'une identité majoritaire « blanche » et catholique par la droite et l'extrême droite et l'affirmation par la gauche multiculturelle et postcoloniale d'identités minoritaires ethnoculturelles qui constituent autant de « communautés de souffrance ». Mais qu'en est-il de ces « communautés » elles-mêmes : l'énonciation de leur identité procède-t-elle des acteurs de base ou des porte-parole qui s'expriment en leur nom ? Autrement dit, l'expression racisée des identités postcoloniales est-elle le produit d'un contre racisme « d'en bas » ou l'œuvre d'entrepreneurs d'ethnicité et de mémoire prompts à accoler des spécificités raciales et culturelles sur des groupes sérialisés d'individus. Il convient d'évoquer à ce sujet le rôle du CRAN dont le modèle s'inspire du CRIF, mais il faudrait également mentionner l'action de tous ceux qui s'emploient à donner un supplément d'âme « culturel » à des mouvements – comme celui de la pwofi-

> SUITE PAGE 8

SUITE DE LA PAGE 7 >

tasyon en Guadeloupe – dont les motivations sont essentiellement d'ordre économique et social. Transmuter le social en culturel semble donc être la caractéristique majeure de cette gauche multiculturelle et postcoloniale qui occupe une position symétrique et inverse de la droite et de l'extrême droite « républicaine ». Par une sorte de paradoxe, déjà relevé, cette droite et cette extrême droite, en défendant la République et la laïcité sur des bases islamophobes (refus des prières musulmanes dans les rues, des repas hallal dans les cantines, etc.) défend par contrecoup des valeurs culturelles ethnicisées « bien de chez nous » (soupe au lard). Mais d'un autre côté la gauche et l'extrême gauche multiculturelle et postcoloniale en abandonnant la défense de l'universalisme républicain à la droite et à l'extrême droite se sont engagées dans la voie d'un affrontement civilisationnel qui fait parfaitement les affaires de la première.

PROVINCIALISER L'EUROPE

L'universalisme, contrairement à ce que soutiennent les postcoloniaux, ne se réduit en effet en aucun cas à la défense de la suprématie blanche sur le reste du monde. En ce sens, il ne s'agit pas, en reprenant l'expression de Chakrabarty de « provincialiser l'Europe », d'affirmer sa spécificité culturelle afin de continentaliser sa pensée. Car provincialiser l'Europe revient à diviser l'ensemble du monde en autant d'« aires culturelles » étanches, à enfermer les continents géographiques et intellectuels dans des spécificités irréductibles. Pas plus que l'Europe des Lumières ne saurait être caractérisée par la « raison » (c'est aussi le siècle des « passions »), les autres continents ne sauraient être réduits à des caractéristiques culturelles intangibles (l'Afrique des ethnies, l'Inde des castes, le Moyen-Orient musulman fondamentaliste, etc.) et voir ainsi déniée leur historicité propre. Construire du lien social, c'est précisément passer à travers les continents géographiques et culturels, c'est postuler une universalité première et principielle entre tous les hommes pour réserver aux spécificités culturelles le statut d'un « reste ». Postuler l'humanité de l'homme, des hommes, ce n'est pas vouloir assurer la domination de l'Occident sur le reste du monde, c'est affirmer la possibilité de communiquer avec les autres. Les Révolutions démocratiques en cours actuellement en Tunisie, en Égypte et en Libye montrent que les droits de l'Homme, loin d'être un carcan imposé par l'Occident au reste du monde, peuvent aussi être réappropriés par des peuples arabo-musulmans, en dépit de, ou grâce à, « leur » culture.

En définissant a priori la culture d'un peuple, on prend le risque d'être démenti par l'historicité de cette culture, c'est-à-dire de sa capacité à intégrer une multitude d'éléments dont on postule, par principe, qu'ils ne lui appartiennent pas. On ne rend pas un grand service aux « issus de la diversité » en les enfermant dans leur « négritude » ou leur « arabo islamité ». Culturaliser et ethniciser le social est le meilleur moyen de maintenir les jeunes des banlieues sous la chape du pouvoir, la meilleure méthode pour les enfermer dans des ghettos géographiques et identitaires. ■

***Jean-Loup Amselle** est un anthropologue et ethnologue africaniste français. Il est directeur d'études à l'EHESS, rattaché au Centre d'études africaines (Ceaf) et rédacteur en chef des *Cahiers d'études africaines*

Extrait de *L'ethnicisation de la France*, à paraître aux éditions Lignes en septembre 2011, publié avec l'autorisation de l'auteur.

LA « DIVERSITÉ » : PATCHWORK OU MELTING POT[1] ?

Une république ne réunit pas des proches en vertu d'une commune appartenance, elle ne réunit pas davantage des collections identitaires. Son principe est la distinction du citoyen qui, pour être indépendant de tout autre, produit la chose publique.

PAR CATHERINE KINTZLER*

Vivre en république, est-ce s'assembler avec ses prochains ? Est-ce rassembler une diversité de communautés ?

LIEN SOCIAL, LIEN POLITIQUE

Le lien social et le lien politique, pour être corrélatifs, n'en sont pas moins distincts. L'un se forme par imprégnation et proximité, l'autre par éloignement et intellectualité. Dans le bain coutumier, l'enfant trouve à la fois racines et repères ; il acquiert des mœurs. Cette indispensable socialisation dispose à l'association politique, mais elle ne la construit pas car le lien politique ne relève pas de la spontanéité sociale.

Prenons un exemple. L'égalité n'aurait jamais vu le jour sans la rivalité originaire entre frères au sujet de l'amour maternel : « puisque je ne puis l'avoir exclusivement, alors que l'autre n'en ait pas plus que moi ! ». Mais l'égalité des droits dans la cité républicaine suppose une rupture avec ce ressentiment dont elle s'est pourtant d'abord nourrie : « que chacun exerce ses forces et ses talents, pourvu qu'il ne nuise à personne ! ». On mesure ici à la fois l'opposition et la relation qui articulent la fraternité de sentiment et la fraternité de principe.

La limite du lien social se révèle à travers son mode de formation : le processus s'autorise d'une identification collective, formant ce qu'on appelle des communautés (moi et les miens). Pour qu'un lien politique républicain apparaisse, il ne suffit pas d'élargir ce mouvement, il faut aussi s'en écarter. Une république ne réunit pas des proches en vertu d'une commune appartenance, elle ne réunit pas davantage des collections identitaires. Son principe est la distinction du citoyen qui, pour être indépendant de tout autre, produit la chose publique. Elle réunit des singularités et a pour fin la liberté de chacune d'entre elles : cette fin rend les citoyens solidaires et frères. L'identité comme citoyen est donc à l'opposé de l'identification à une collection ; ce qui nous rend semblables, c'est l'identité de nos droits.

PROCHAIN ET CITOYEN : DEUX PARADOXES SYMÉTRIQUES

On parvient à deux paradoxes. Se fonder sur une appartenance préalable, c'est former des rassemblements en accréditant les séparations identitaires. Se fonder sur la distinction du citoyen, c'est, par atomisation, former une cité dont le principe n'exclut personne.

Il n'y a rien de plus perceptible et en même temps rien de plus abstrait que « mon prochain » – les qualités sensibles le définissent et le rassemblement qui en résulte exclut celui qui ne les a pas. L'abstraction consiste ici à se rendre aveugle à l'humanité. Symétriquement, il n'y a rien

de plus intellectuel et en même temps rien de plus concret que « mon concitoyen » – il se définit par des propriétés juridiques et politiques qui ont pour effet concret d'inclure quiconque.
Sur le même principe, on peut distinguer la tolérance (qui se contente d'articuler des courants de pensée existants actuellement en les reconnaissant positivement, ce qui est compatible avec une religion d'État) et la laïcité qui se fonde sur une thèse minimaliste : l'absence de reconnaissance positive et la suffisance du droit commun fondent la coexistence non pas des courants de pensée existants mais de tous les courants possibles, passés, présents et futurs, ce qui est incompatible avec une religion d'État, même civile.

LA BARBARIE DES CŒURS TENDRES

Même si l'idée du prochain prépare le concept du citoyen et y dispose, elle ne le fonde pas.
Ils avaient l'idée d'un père, d'un fils, d'un frère et non pas d'un homme […]. De là les contradictions apparentes qu'on voit entre les pères des nations : tant de naturel et tant d'inhumanité, des mœurs si féroces et des cœurs si tendres[2] […].
Rousseau résume ici le paradoxe de la barbarie. La tendresse du cœur, si elle forme le terrain de toute sociabilité, ne saurait faire la matière exclusive d'une éducation morale et civique sous peine d'engendrer la férocité des mœurs.
A trop s'intéresser aux ethnies, on s'expose à perdre de vue les droits des individus souverains (lesquels peuvent librement s'affilier aussi aux appartenances de leur choix). En voulant cerner les discriminations, on les exalte en collectant les « sentiments d'appartenance » dans des considérations qui risquent d'avoir les effets séparateurs qu'elles prétendent conjurer. Une anecdote suffira à souligner la férocité de cette disposition pleine de bons sentiments, à la fois fusionnelle et séparatrice. Alors, que faisant la queue devant un guichet, je protestais contre un resquilleur, avec quelle assurance un adolescent m'a gratifiée d'une leçon d'antiracisme - car l'incriminé était noir ! Cet adolescent sentencieux avait tout compris de l'usage féroce de la « diversité». Il m'administrait une leçon d'ethnisation et de séparation : vu sa couleur de peau, l'incriminé était intouchable, hors de l'humanité !

PATCHWORK OU MELTING POT ?

Oui, des cœurs tendres, bien regardants, qui avant l'homme voient le Noir et le Blanc, le chrétien et le musulman, le mâle et la femelle, les miens et les tiens, et qui, invités à confondre l'humanité avec leurs « potes », sont sourds au principe même de l'humain ! Voilà comment on se met au service d'un nouvel apartheid qui s'agenouille devant toute iniquité pourvu qu'elle se réclame d'une forme de conscience identitaire ou religieuse. Gardons-nous de répandre cette barbare religion sociale qui érige en dogmes le chaleureux lien de sentiment et l'évidence du prochain au détriment du concept d'autrui.
Pour être intraitable sur les discriminations, il faut avoir à l'esprit que leur racine est dans une vision fractionnée de l'humanité qui la désagrège en coalitions d'appartenance et de non-appartenance.

Pour former un peuple politique, ce ne sont pas des groupes qu'il faut rassembler (patchwork) mais des individus souverains, atomes irréductibles, libres et égaux (melting pot). ■

***Catherine Kintzler** est philosophe, professeur émérite à l'Université Charles de Gaulle Lille III, auteure de
• *Qu'est-ce que la laïcité ?* Paris, Vrin, 2008 2e éd.
Poétique de l'opéra français de Corneille à Rousseau Paris, Minerve, 2006, 2e éd.
Page web : http://www.mezetulle.net

1)Cet article se veut un hommage au titre du journal fondé par Jean Jaurès : *L'Humanité*.
2) *Jean-Jacques Rousseau*, Essai sur l'origine des langues, chapitre 9 (p. 84-85 de l'édition GF, Paris, 1993).

POUR DÉPASSER LA CRISE DE CIVILISATION. Défis des affrontements et nouveaux partages d'universalisme

Une analyse de la crise non pas seulement au plan économique mais aussi au plan dit « anthroponomique ».

PAR PAUL BOCCARA*

DÉFIS DE LA CRISE DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE MONDIALISÉE

Mutations, défis sociétaux et culturels

La révolution informationnelle concerne toute la vie humaine, avec la succession de l'imprimerie par la révolution fondée sur les ordinateurs personnels. Cela permet un accès sans précédent de chaque individu aux informations de toutes sortes et leur circulation dans tous les sens, avec la possibilité de réponse et de modification personnelle des informations. Il y a un potentiel de participation de chacun à la créativité culturelle Mais cela est récupéré et dominé par de grands services monopolistiques, tendant à exacerber de nouvelles scissions et les fractures informationnelles sociales, avec des communautés séparées.

La révolution démographique concerne la réduction très forte de la fécondité et la natalité, la longévité, avec la très forte progression de l'espérance de vie jusqu'à l'échelle mondiale. Cela entraîne des besoins de droits et de partages pour la promotion des femmes et celle des personnes âgées.

La révolution parentale est marquée par l'importance des divorces, des couples non mariés avec enfants, de la montée de l'égalité des femmes, des familles monoparentales, des parentés recomposées, des couples homosexuels, etc. Cela met en cause les mœurs et autorités traditionnelles.

La révolution migratoire, c'est à l'opposé de l'époque de l'impérialisme colonial, la forte pression migratoire des pays du Sud en direction du Nord. Cela entraîne les défis massifs de l'intégration ou des rejets au plan culturel, du métissage, ou du multiculturalisme.

Montée de l'individualisme, des crises d'autorité, de la crise des mœurs et mise en cause des mesures répressives

C'est l'exacerbation du libéralisme et de son individualisme. D'où les crises de l'autorité. C'est la radicalité des affrontements sur les mœurs et sur les valeurs. C'est notamment le cas des défis du métissage culturel, avec les adoptions et les rejets de valeurs, dans les pays en développement et émergents, ou encore dans les populations immigrées et dans les banlieues des métropoles des pays du Nord, participant à leurs conflits. C'est aussi la montée d'intégrismes opposés :
• **Intégrisme occidentaliste**, de l'apologie

> SUITE PAGE 10

SUITE DE LA PAGE 9 >

du libéralisme et du marché jusqu'à sa combinaison avec le moralisme conservateur des sectes évangélistes aux États-Unis ou encore la montée des conservatismes populistes et des extrêmes - droites

• **Intégrisme islamiste**, de réaction aux mœurs occidentales contemporaines, contre leurs émancipations et aussi leurs débordements individualistes.

D'où les affrontements du terrorisme islamiste et aussi les guerres impulsées par les États-Unis en Irak et en Afghanistan. Ce sont encore :

• **les redoublements des crises d'excès de délégations représentatives**, de l'utilisation de « boucs émissaires » pour détourner les colères sociales, mais aussi des besoins de pouvoirs nouveaux.

• **la montée des exigences de droits nouveaux liés à l'allongement de l'espérance de vie** d'abord dans les pays développés, ainsi qu'à la prise de conscience du rôle décisif de l'émancipation des femmes dans le monde entier.

• **la montée des violences** et donc de l'insécurité. Cela va des dérives de violence et de répression dans les banlieues de métropoles, à la persistance des terrorismes, des guerres

• **les divorces culturels** entre une partie des jeunes d'origine immigrée des banlieues des pays développés et les cadres des institutions publiques.

Mais ce sont aussi les échecs des réponses répressives et la montée récente des exigences de démocratisation profonde et des mesures sociales expansives partout, de l'Amérique Latine aux Pays arabes et dans le monde entier.

PROPOSITIONS POUR AVANCER VERS UNE CIVILISATION DE PARTAGE DE TOUTE L'HUMANITÉ

De nouveaux droits et pouvoirs

Promotion radicale des droits des femmes, des enfants, des personnes âgées dans les activités parentales, ainsi que des partages de pouvoirs.

Dans les services publics, des pouvoirs de participation et de coopération créatrice des usagers, directs et indirects comme les parents, avec tous les personnels. Nouveaux pouvoirs, du travail aux institutions politiques. Des pouvoirs d'intervention dans les gestions des entreprises et des services publics, permettraient la maîtrise des activités, de travail et de toute la créativité. Cela favoriserait les capacités de tous de traiter les conditions et règles de ces activités, définies au niveau politique, dans de nouvelles institutions de démocratie participative.

Pour une nouvelle gouvernance mondiale, on pourrait chercher à construire une démocratie participative internationale, pour des Biens publics communs de l'humanité. Promouvoir une culture de partage et d'intercréativité de toute l'humanité. Une utilisation des technologies de l'information, et de l'Internet pour une intercréativité émancipée de la domination des grands groupes privés.

Un nouvel humanisme et un nouvel œcuménisme

Un humanisme de respect et de valorisation de la dignité de chacun comme créateur devrait s'opposer à tous les intégrismes. L'universalité de cet humanisme pourrait être développé, depuis ceux qui se revendiquent de la laïcité et même de la libre- pensée jusqu'à un rapprochement œcuménique des religions, sur des valeurs de tolérance, de paix, et de respect de la dignité créatrice de chacun.

Un dépassement des cultures occidentales, orientales et du Sud, pour une culture de toute l'humanité

Une civilisation véritablement mondiale de toute l'humanité pourrait viser à dépasser les apports de libertés de l'Occident, mais sans l'égoïsme et les monopoles, et les apports de solidarité de l'Orient et du Sud, mais sans les dominations hiérarchiques, pour l'épanouissement de chacun partout. Cela se rapporterait à une diversité enrichissante et à des communautés de culture, avec des valeurs de partages jusqu'à chacun. Ce serait des partages des ressources, des pouvoirs, des informations et des rôles, tout particulièrement des rôles de création, pour une civilisation d'intercréativité.

L'enjeu se rapporte à la convergence des luttes d'émancipation : de toutes les catégories de salariés du monde entier ; contre les dominations des femmes, de génération, des jeunes, des personnes âgées ; des nations et zones culturelles dominées, de toutes les minorités immigrées; contre les repliements catégoriels et contre tous les monopoles sociaux. ■

***Paul Boccara** est maître de conférences honoraire en Sciences économiques, membre de la Commission économique du PCF

Extraits de *La Crise systémique : une crise de civilisation. Ses perspectives et des propositions pour avancer vers une nouvelle civilisation.* Fondation Gabriel Péri, décembre 2010. publiés avec l'autorisation de l'auteur

COMMENT PENSER L'UNIVERSEL À PARTIR DU POSTCOLONIAL ?

Décrypter ce qui relève de l'« héritage colonial » dans notre « national » présuppose un va-et-vient critique entre passé et présent ; c'est ce qui en fait à la fois l'intérêt et la difficulté.

PAR CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH*

L'histoire de France postcoloniale est celle d'une France métisse. Elle l'a d'ailleurs toujours été : c'est un des pays du monde qui a connu, de tout temps, les migrations les plus importantes ; la culture française est une culture syncrétique héritée de ces apports passés toujours renouvelés. Elle est donc faite de mémoires diverses, voire opposées. Ce qui est nouveau dans le postcolonial à la française, ce n'est pas le métissage : c'est la mise à jour d'un passé refoulé du métissage issu du passé colonial.

Les études dites « postcoloniales » proposent d'étudier l'épisode colonial en se détachant des clichés hérités du savoir construit depuis plusieurs siècles en Occident à l'aide de concepts forgés par les colonisateurs, ce qu'un penseur congolais a appelé de façon imagée la « bibliothèque coloniale[1] ». Ces clichés tendent à cliver les deux mondes colonisateurs / colonisés dans un rapport de simple domination/soumission, avec une série de fausses oppositions binaires : telles que l'opposition « sauvage versus civilisé », « tradition versus modernité », l'irréductibilité supposée entre la culture rurale et la culture urbaine, l'intangibilité intemporelle des « ethnies », et autres clichés qui continuent d'inonder les médias ; l'analyse postcoloniale s'attache, au contraire, aux processus incessants, tout au long de l'aventure coloniale commune aux colonisés et aux colonisateurs, de rencontres, d'échanges, d'accommodements et de résistances : c'est-à-dire tout type d'attitude impliquée par une coprésence. Il s'agit aussi de

décrypter ce qui relève de l'« héritage colonial » dans notre « national ». Cette démarche présuppose un va-et-vient critique entre passé et présent ; c'est ce qui en fait à la fois l'intérêt et la difficulté.

PLURALITÉ DES REGARDS

Le postcolonial propose un mode de penser pluriel, qui entend tenir compte de tous les points de vue. On refuse de privilégier comme universelle la pensée, consciente ou pas, transmise par l'historiographie classique des anciennes métropoles européennes, via la bibliothèque coloniale. Celle-ci est d'ailleurs autant le fait d'historiens « subalternes » qu'occidentaux parce que tous formés dans les mêmes écoles jusqu'à il y a peu. Relire le passé à la lumière de la critique menée sur la « bibliothèque coloniale » révèle aussi la contingence du savoir, étroitement lié à son contexte historique et politique. L'analyse historiographique légitime la nécessité de la pluralité des regards. Or les Français ont été élevés dans la conviction, et beaucoup d'entre eux demeurent convaincus que les colonisés étaient de grands enfants qu'il fallait davantage dresser qu'éduquer. Dans la difficulté française à accepter les descendants d'immigrés venus d'Afrique, le racisme intervient, de nature biologique – par le dosage de mélanine de la peau - envers les Noirs, ou de nature culturelle et religieuse (envers les Arabo-berbères musulmans). La menace de l'insécurité est un euphémisme pour dire « insécurité produite par les jeunes Arabes et noirs ». Cela est lié au thème colonial qui a resurgi dans l'ensemble de la société française. Le fait colonial et/ou esclavagiste est mobilisé par les medias, par les politiques et même par les historiens. Tous en proposent des représentations sociales et imaginaires issues du passé et réactivées pour des besoins contemporains. Le résultat, c'est la résurgence d'une réalité (et pas seulement d'un imaginaire) : la « non-décolonisation » de la société française.

LE COSMOPOLITISME

Que les Français d'aujourd'hui le veuillent ou non, qu'ils se sentent menacés (en qualité de « Français de souche », expression qui est un non-sens historique hélas popularisé par Le Pen) ou rejetés (en qualité d'immigrés : mais de quelles générations ?), il n'y a pas d'alternative ; à la fois grâce et par-delà la diversité de nos passés reconnus et intégrés, le creuset français va comme naguère remodeler le « sentiment d'être français ». Cela se forge sans arrêt, « au milieu de compatriotes venus de partout, ayant les mêmes droits que moi et respectés en même temps dans leur identité culturelle », comme le dit joliment Alain Touraine[2]. Quant à Immanuel Wallerstein[3], il ébauche l'idée d'un « universalisme universel », qu'il faudrait appliquer chez nous. Cela signifie respecter l'héritage de chacun, reconnaître le bien-fondé des revendications des minorités discriminées, et ne pas s'opposer par principe à toute forme de particularisme, linguistique, sexuel, culturel, etc. Penser en termes multiculturels ne signifie pas creuser des oppositions dangereuses pour la cohésion nationale. Cela conduit au contraire « à penser la diversité de la société française dans la convergence des histoires[4] », car vivre en harmonie dans une société complexe exige l'art du compromis et du dialogue. Cela implique l'absolue nécessité d'enseigner ce passé commun mais différent à tous les enfants, toute origine confondue, car ce sont eux, tous ensemble, qui vont construire la France de demain.

L'école, l'intelligence politique, la richesse des apports multiculturels vont permettre d'édifier un sentiment commun d'appartenance à une nation dont les principales caractéristiques de demain ne reproduiront pas à l'identique celles d'aujourd'hui. La cohésion nationale doit intégrer la notion de cosmopolitisme, au sens de manière de penser, de sentir et d'agir capable de se situer au-delà de sa culture propre tout en sachant l'englober[5]. C'est la reconnaissance de ce devenir historique et culturel commun qui fait la richesse de ce qu'il est convenu d'appeler l'identité nationale à condition de la concevoir comme opposée à la fixité et à l'unicité : c'est un complexe culturel vivant, dont la constante évolution en garantit la richesse. ■

***Catherine Coquery-Vidrovitch** est historienne, professeure émérite à l'Université Denis Diderot (Paris 7), auteure de *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Marseille, Agone, 2009, 190 p.

1) Valentin Mudimbe, *The Invention of Africa, et The Idea of Africa* (Bloomington, Indiana University Press, 1988 & 1994).
2) Alain Touraine, *« Ouvrir les yeux »*, Libération, 6 janvier 2008.
3) I. Wallerstein, *L'universalisme européen*, Paris, Demopolis, 2008.
4) Marie-Claude Smouts (sous la dir. de), *La situation postcoloniale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, 4e de couverture.
5) Achille Mbembé, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010.

LE MÉTISSAGE : LA PENSÉE DE L'ÉMANCIPATION

Le métissage est un moteur de dépassement non pas seulement des discriminations, mais du capitalisme lui-même.

PAR STÉPHANE COLONEAUX*

Comme le propose l'économiste communiste Paul Boccara, portons un regard sur ce qu'il nomme « l'anthroponomie » comme étant l'un des « grands axes de transformation pour une autre civilisation de toute l'humanité ». Pour travailler à cette civilisation il nous invite, dans son dernier ouvrage, à nous intéresser aux métissages civilisationels. Alexis Nouss, Pascal Laplantine, chercheurs et auteurs de plusieurs ouvrages sur cette notion, appellent eux aussi à reconsidérer le métissage comme étant un moteur de créativité propre à la réalité d'un monde en mouvement.
J'affirme, pour ma part que le métissage est un moteur de dépassement non pas seulement des discriminations, mais du capitalisme lui-même. Il est le chemin d'émancipations novatrices, au sens où il est création, nouveauté et dynamisme. Pour admettre que le métissage est un moteur d'émancipation il faut, comme il nous y invite, voyager, voyager au cœur de notre civilisation et de son histoire, voyager à travers soi-même pour y retrouver nos propres processus d'émancipation. Enfin, je parie pour la fondation à partir du réel d'une pensée du partage, de la relation permettant aux peuples de construire un autre type de civilisation.

L'ALIÉNATION DE LA DOMINATION CAPITALISTE

Naomi Klein, essayiste et journaliste dans son livre *La stratégie du choc* dénonce « l'existence d'opérations concertées dans le but d'assurer la prise de contrôle de la planète par les tenants d'un ultralibéralisme (...). Il mettrait sciemment à contribution crises et désastres pour substituer aux valeurs démocratiques(…) la seule loi du marché et la barbarie de la spéculation. » Comment appréhender une sortie civilisationnelle du capitalisme si nous ne comprenons pas les mécanismes mis en place par celui-ci pour maintenir

> SUITE PAGE 12

SUITE DE LA PAGE 11 >

les aliénations comme par exemple les discriminations ? Il suffit de peu pour que chacun de nous puisse se rendre compte de sa stratégie. Allumer les écrans de télévision, regarder les Unes des journaux et vous y êtes : émeutes de la faim, crises des banques, crise politique, terrorisme, guerre, crise sociale, hausse des loyers, baisse du pouvoir d'achat, insécurité, suicides, meurtres… Et comme si cela ne suffisait pas : précarité énergétique, danger nucléaire, médications nocives pour la santé, pollution… Bref, cette description du chaos nous permet de comprendre à quoi nous conduisent le marché et le capitalisme.

Et pourtant, le capitalisme se porte bien. Il n'aura fallu qu'une petite année pour que les banques remboursent des milliards d'euros de prêt après les faillites bancaires et tout en réalisant des bénéfices !

Le paradoxe, c'est qu'il se forme des résistances nouvelles dans ce « chaos » Edouard Glissant le définit en parlant de Chaos-Monde : « J'appelle Chaos-Monde le choc actuel de tant de cultures qui s'embrassent, se repoussent, disparaissent subsistent pourtant, s'endorment ou se transforment, lentement ou à une vitesse foudroyante : ces éclats, ces éclatements dont nous n'avons pas commencé de saisir le principe ni l'économie et dont nous ne pouvons pas prévoir l'emportement. Le Tout-Monde, qui est totalisant, n'est pas (pour nous) total. »

Qu'est-ce que la description du Chaos-monde peut avoir en commun avec le métissage ? Eh bien tout, ou presque. Le métissage c'est la pensée de l'émancipation alors qu'aujourd'hui nous sommes aliénés par la domination capitaliste. Il s'agit donc, si nous voulons œuvrer pour une sortie du système, de travailler à une pensée de l'émancipation et du métissage mais pas n'importe laquelle. La stratégie du choc c'est le capitalisme du désastre pour maintenir les aliénations. Au plus fort de la période esclavagiste, la traite négrière était la plus intense, la plus inhumaine, l'économie des pays européens a été des plus florissantes.

BESOIN DE POLITIQUES D'AFFIRMATION DU MÉTISSAGE

Pour s'émanciper de la pensée capitaliste il y a deux postulats. Le premier, c'est comprendre et connaître le système afin de le remettre en doute, le questionner, réinterroger les normes et leurs constructions historiques. Le second est de définir un mécanisme d'émancipation collectif qui soit un mécanisme de la relation à l'autre, une relation qui se construit dans l'altérité, la découverte et le partage à condition d'en faire une affirmation.

Face à la stratégie de choc des civilisations nous avons besoin de politiques d'affirmation du métissage. Nous pouvons prendre comme exemples des politiques qui œuvrent à l'éducation de l'altérité comme les politiques culturelles locales ou encore l'éducation populaire que nous avons conçue il y a quelques années. En effet, depuis la fin des années quatre-vingt-dix nous avons dans plusieurs collectivités territoriales des délégués à l'égalité, à la lutte contre les discriminations, au vivre ensemble ou encore, comme moi, aux métissages. Cette capacité nouvelle à définir et à agir au plan local, au plus près des citoyens à la fois contre les discriminations mais aussi à la mise en œuvre de politiques publiques pour le vivre ensemble conduisent des élus locaux à diagnostiquer un ensemble d'actions et de propositions propres à l'émergence d'émancipations nouvelles. L'art de rue, le devoir de mémoire, le bouleversement urbain, l'habitat, les transports, etc. sont autant d'actions, souvent portées par des associations, où les dynamiques de la relation, du partage sont créatrices. Agir politiquement du local au national avec une pensée monde, une pensée du métissage n'est pas une question réservée à une génération mais bien une novation politique. Celle-ci s'oppose frontalement à trois courants idéologiques : celle du repli sur soi et du nationalisme de l'extrême-droite, celle de la globalisation libérale inéluctable de la Droite et enfin celle des tenants de la régulation du marché de la social-démocratie.

UNE PENSÉE MONDE

Alors que certains voient dans le métissage une malédiction, les poètes comme Edouard Glissant ou Yacine Kateb y saisissent plutôt un monde en archipel, dans lequel le métissage est une loi de la rencontre dans l'altérité, de la réparation, et d'une humanité nouvelle. Si certains communistes n'interrogent pas la notion de métissage, ils se coupent alors de processus d'émancipations. Certes tout le monde ne peut s'investir dans tous les champs d'émancipation mais pourrions-nous imaginer le dépassement du capitalisme sans penser à l'émergence d'une alternative à l'économie de marché ? Des lors, il est impossible de penser le dépassement du capitalisme, et de son système d'aliénation sans une alternative d'une pensée à la relation à l'autre. Il existe une pensée de la relation, une pensée monde qui est processus de créativité et d'émancipation. Cette pensée, c'est l'incontournable notion de métissage. Il n'y aura pas de révolution, sans révolution fondamentale de la relation à l'autre. Une société post-capitaliste n'est pas concevable sans une émancipation fondamentale. ■

***Stéphane Coloneaux** est maire adjoint délégué au métissage, aux droits de l'Homme et devoir de mémoire, aux anciens combattants à l'Haÿ-les-Roses.

LE « COMMUNAUTARISME », C'EST MAL ?

En France, il est courant d'opposer l'universalisme républicain à un communautarisme qui serait le fait de minorités, le (mauvais) modèle américain multiculturaliste, menacerait notre sacro-saint « modèle républicain d'intégration ».

PAR ROKHAYA DIALLO*

Dans notre pays, la notion même de minorité fait l'objet d'un rejet, la France refusant de signer les traités internationaux les mentionnant, qu'elles soient religieuses, ethniques, linguistiques ou culturelles. Elle ne reconnaît officiellement que des citoyens nationaux et des étrangers parmi lesquels sont distingués les ressortissants européens. Lorsqu'elles cherchent à se réunir, les minorités voient leurs initiatives disqualifiées et accusées de « communautarisme ». Deux Noirs ou trois Arabes qui tentent de réaliser quoi que ce soit ensemble, « complotent » forcément pour remettre en cause l'ordre républicain. Nier les minorités revient pourtant souvent à nier les discriminations. C'est ce que dénonçait Jean-Paul Sartre[1], pour qui le majoritaire paternaliste, qui prétend aider le minoritaire à lutter contre le racisme, est incarné par le « démocrate ». Celui-ci « a la crainte que le Juif acquière une "conscience juive" » et nie « la réalité de la question juive, il veut "l'enfourner dans le creuset démo-

cratique" ». Il interdit au minoritaire de se penser comme tel et cherche à l'inclure de force dans l'indifférenciation de l'universel, à l'assimiler. En résumé, quand « l'antisémite reproche au Juif d'être juif, le démocrate lui reprocherait volontiers de se considérer comme juif». Le plus frappant, c'est que les « communautés » stigmatisées par l'accusation d'antirépublicanisme n'existent pas ! Une association peut regrouper des personnes noires non pas au nom d'une appartenance communautaire mais d'un même vécu : celui d'être noir en France. Par ailleurs, les termes « communautaire » et « communautariste » sont souvent confondus : le communautarisme est une démarche politique visant au séparatisme. Or, que réclament les groupes communautaires sinon l'inclusion dans la République ?

UN DOUBLE DISCOURS

Étrangement, les regroupements communautaires ne sont pas toujours décriés, ils font même l'objet d'un double discours. Les offensives anti-communautaristes visent en particulier les personnes noires ou originaires du Maghreb. Celles d'origine portugaise, chinoise ou de confession juive – ou même les Auvergnats dont l'organisation sociale, économique ou culturelle souvent marquée par l'appartenance communautaire est très visible dans la sphère publique – sont, elles, épargnées de toute critique. A-t-on déjà entendu quelqu'un protester contre les défilés célébrant le Nouvel An chinois à Paris ? Il suffit pourtant que quelques malheureux drapeaux algériens soient brandis au même endroit pour que l'indignation soit généralisée.
Quant au communautarisme le plus efficace, celui qui est blanc et masculin, qui contrôle les sphères de pouvoirs économique, médiatique et politique, et qui interdit à toutes les minorités d'accéder à ces cercles, celui-là ne semble pas déranger grand monde.

LA RECOMPOSITION IDENTITAIRE

Que n'a-t-on pas entendu sur l'horrible « repli communautaire » qui menace nos banlieues ! Mais que vient faire ici un terme militaire (le repli étant la retraite des troupes) dans une histoire d'identité ? Comme Amin Maalouf l'observait : « Lorsqu'on sent sa langue méprisée, sa religion bafouée, sa culture dévalorisée, on réagit en affichant avec ostentation les signes de sa différence. » La sociologue Christelle Hamel[2] décrit effectivement un processus expliquant les comportements de retrait observé chez certains jeunes Français d'origine étrangère qui, confrontés à l'échec social et professionnel, nourrissent une véritable « rage » à l'égard de la société et rejettent en bloc « la société, les riches, les puissants, l'État, la justice, la police, le système scolaire, les médias, tout ce qui à leurs yeux les opprime et les cantonne dans la marginalité. ». Ce processus de « ségrégation réciproque » est semblable à celui que l'on observait dans des bandes d'adolescents dans les années 1960-1970. Ce phénomène social n'a donc rien de nouveau, ni de propre à une culture « étrangère ».
Désillusionnés par le traitement que leur réserve la République, certains jeunes cherchent dans leurs origines de la matière pour se composer une nouvelle identité et des bases sur lesquelles former un groupe de confiance. La « recomposition identitaire » consiste alors à piocher dans sa culture d'origine réelle ou supposée des éléments propres à nous construire en tant que minorité, ce qui permet d'éviter les situations potentiellement discriminantes.
Lors de sa visite en France en 2007, Gay McDougall, l'experte indépendante des Nations unies, a constaté dans son rapport « une ségrégation de fait » dans les banlieues les plus pauvres où les minorités visibles sont fortement concentrées, ce qui traduit l'absence de volonté de la puissance publique d'assurer le « mélange » des populations. Les offices publics de logements sociaux ont longtemps pratiqué et pratiquent encore la ségrégation. Sous prétexte de permettre aux minorités de vivre avec les « leurs », ces instances dépendant de l'État ont organisé de véritables enclaves aboutissant à la création de quartiers dénoncés ensuite comme des « ghettos ethniques».
Aujourd'hui, le phénomène de gentrification modifie le visage des quartiers populaires. Les « bobos » sont de plus en plus nombreux à s'installer dans ces quartiers dont on vante les vertus « métissées ». Pourtant, leur stratégie scolaire montre que la volonté de cohabitation n'est qu'une façade : il suffit de comparer la composition sociale et ethno-raciale des écoles à celle des quartiers pour s'apercevoir que le « communautarisme » tant dénoncé n'est en réalité le fait de ceux que l'on accuse… ■

Extrait de *« Racisme : mode d'emploi »*
de Rokhaya Diallo, Paris, Larousse, 2011
extrait pulié avec l'autorisation de l'auteure.

1) Jean-Paul Sartre - *Réflexion sur la question juive*, Gallimard, 1954.
2) Christelle Hamel, *Faire tourner les meufs : Les viols collectifs dans les discours des agresseurs et des médias*, Gradhiva, n°33, 2003, pp. 85-92, dossier spécial *« Femmes violentées, femmes violentes »*.

***Rokhaya Diallo** est chroniqueuse à Canal Plus et militante associative

MOUVEMENT ET MULTICULTURALISME

La France multiculturelle est le fruit d'une histoire dont les ramifications s'étendent depuis des siècles bien au-delà de nos côtes hexagonales.

PAR MABOULA SOUMAHORO*

En France, le débat public tenu en ce début de XXIe siècle sur la question du multiculturalisme peut donner le sentiment que ce thème est nouveau. Il s'agirait d'un thème étroitement lié à « l'actualité ». En réalité, il n'en est rien. Le caractère récent étroitement associé à la question multiculturelle qu'une frange spécifique de la population française s'évertue à mettre en avant ne se limite qu'à cette seule frange de la population. Cela ne soulèverait aucun problème majeur si cette population si particulière ne détenait pas, à elle seule, le pouvoir et les moyens d'organiser tant le débat public que la réflexion sur ce thème. On l'aura compris, cet ordre des choses a donc une incidence politique sur l'approche et l'articulation du multiculturalisme, de même que sur l'élaboration des catégories de personnes et communautés qui sont le plus concrètement touchées par les politiques publiques qui en découlent.
La France multiculturelle, on le sait, est le fruit d'une histoire dont les ramifications s'étendent depuis des siècles bien au-delà de nos côtes hexagonales. Le multiculturalisme français existe bel et bien *de facto*. *De jure*, des moments de l'histoire de France tels que celui de la colonisation – qui est loin d'avoir débuté

> SUITE PAGE 14

SUITE DE LA PAGE 13 >

avec la conférence de Berlin en 1885, ce ne sont pas nos amis Haïtiens qui me contrediront) - ont donné lieu à la reconnaissance et l'acceptation par la loi de statuts et pratiques culturelles différentes au sein du même empire. Encore aujourd'hui, dans le langage courant, certains continuent d'utiliser l'appellation « musulmans » pour désigner les Algériens. Du point de vue de l'histoire, cela s'explique très clairement. Des exemples de ce type, et ils font foison, révèlent qu'il fut un temps où la République était capable d'«intégrer » des minorités religieuses ou autres, dans tous les cas reconnues comme telles. L'exemple de l'Algérie est parlant. En effet, la France a tant combattu pour garder dans son giron cet ancien département français. Les traces et les cicatrices laissées perdurent des deux côtés de la Méditerranée.

Ainsi, de nos jours, les minorités dites « visibles », de même que les religions non chrétiennes actuellement présentes sur le territoire national, sont toutes les fruits des amours et des désamours qui ont d'abord uni, puis (parfois) séparé la France et des territoires avec lesquels l'Europe occidentale s'est décidée à entrer en contact depuis le XV[e] siècle. De ce fait, depuis ces temps anciens, on peut dire que les « grandes découvertes », les traites négrières et autres projets coloniaux ont chacun joué un rôle déterminant dans la production d'identités, tant individuelles que collectives, qui se sont complexifiées par des formes de formes de métissage dont on ne peut pas constamment et exclusivement déceler l'existence à l'œil nu. Cela s'avère particulièrement vrai en ce qui concerne les cultures.

La question qui se pose pour la république française aujourd'hui n'est donc pas celle de l'existence ou non d'un multiculturalisme. Celui-ci existe, ne pas le sa(voir) relève du simple déni. L'autre question qui se masque derrière la première est en fait celle de la reconnaissance de ce multiculturalisme. Posée en ces termes, la question de la reconnaissance peut impressionner tant elle remet en cause les conceptions strictes de la citoyenneté qui vont de pair avec l'acceptation de l'État-nation comme seule forme de gouvernance acceptable et efficace, garante de pureté et d'origine unique. En outre, le multiculturalisme, pour ceux qui s'y opposent, touche également à la question de l'allégeance à la Nation. Pourtant, les parcours individuels et collectifs mettent tous deux en lumière le fait que l'être humain n'a jamais laissé des frontières, réelles ou imaginaires, limité sa capacité de mouvement. Mouvement et multiculturalisme, les termes sont indissociables et résument à eux seuls l'histoire de l'humanité. ■

***Maboula Soumahoro** est maître de conférences en civilisation du monde anglophone à l'Université de Tours.

CONTRÔLE AU FACIÈS : LA RÉALITÉ D'UNE HYPOCRISIE

La discrimination frappe partout, mais pas tout le monde, c'est sa logique.

PAR IAN BROSSAT*

C'est l'histoire d'une hypocrisie dont les conséquences sont à la fois absurdes, nuisibles – et discriminatoires. En France, pas de fichage ethnique, pas de quotas : les minorités sont invisibles. Ce serait le fondement toujours vivant de notre principe d'égalité républicaine. Dans les faits, il en va pourtant tout autrement. Et certains, certaines, sont bien plus visibles que d'autres. En mode mineur, nous en avons eu le triste rappel avec la sordide et ridicule controverse dite « des quotas » dans le football professionnel. En mode majeur, nous le vivons tous les jours. Sur le lieu de travail, au moment de chercher un appartement, en attendant de prendre un train ou un avion. La discrimination frappe partout – mais pas tout le monde, c'est sa logique. Plus grave, elle déteint sur les opérations de police et les contrôles d'identité. Parfois, le droit à la sécurité pour tous, c'est le droit de discriminer quelques-uns. Mais quand on l'évoque : silence radio. Cela n'existe pas en France.

Pourtant, le consternant « contrôle au faciès » existe bel et bien. En 2009, une étude réalisée par deux chercheurs du CNRS, pour l'Open Society Institute (la fondation de Georges Soros), avait établi un inquiétant bilan. Sur 525 opérations de police, entre octobre 2007 et mai 2008, dans deux points de grande affluence de la capitale (Châtelet et la Gare du Nord), un « Arabe » avait sept à huit fois plus de chances de se faire contrôler qu'un « blanc ». Un « noir » : six fois plus. Pour le dire autrement, si le « contrôle au faciès » n'existe pas en France, il s'applique pourtant. L'hypocrisie est là. Niés, refoulés, les stéréotypes racistes n'en sont pas moins efficaces. Ce serait plutôt l'inverse. Et deux ans plus tard, les suites de cette étude sont édifiantes : rien n'a changé. Le gouvernement a détourné la tête. Gênée, la police n'a pas modifié son comportement, et le harcèlement vécu par certains est loin de s'être estompé.

UNE EFFICACITÉ DOUTEUSE

En plus d'un enjeu de principe, celui de combattre les discriminations quelles qu'elles soient, la question concerne l'efficacité même de l'action policière. De fait, le stéréotype raciste conduit souvent les agents sur de fausses pistes et rend leurs opérations prévisibles. En 2006, la police londonienne (qui pratique le fichage ethnique) en a reconnu les limites à l'examen des attentats de 2005 : leurs auteurs ne correspondaient pas « assez » au profil. Mieux : en 2007-2008, en Espagne, une petite commune proche de Madrid décide d'ignorer tout critère ethnique pour ne se concentrer que sur des indices probants et objectifs. Les contrôles sont divisés par trois, mais leurs résultats (c'est-à-dire le nombre de contrôles débouchant sur la détection d'un acte criminel) sont multipliés par cinq.

Pendant ce temps, en France : toujours rien. Faux problème, nous dit-on. En fait : un recul. Avec la réforme de la Commission nationale de déontologie et de sécurité, cette dernière se confond désormais avec le Défenseur des Droits. En réaction, Marie-George Buffet a déposé une proposition de loi pour la création d'un comité national d'éthique de la sécurité – car c'est la seule solution. Contrôler les contrôles, et de manière indépendante. La plupart des experts et des spécialistes le reconnaissent, mais pas l'État. Car pour cela, il faudrait en finir avec l'hypocrisie. Dans l'exposé des motifs de la proposition de loi de Marie-George Buffet, il est opportunément rappelé le cas de Sihem Souid qui, fonctionnaire de police, a dénoncé dans un livre des faits de racisme, de sexisme, d'homophobie, des atteintes à la dignité humaine, des abus de pouvoir, etc. Pour toute récompense, l'adminis-

tration l'a traînée au tribunal – pour manquement à son devoir de réserve. Car, on ne badine pas avec l'hypocrisie.

POUR UN COMITÉ NATIONAL D'ÉTHIQUE

On a depuis trop longtemps lâché la proie pour l'ombre : un comité national d'éthique de la sécurité est bel et bien indispensable. Tout simplement pour que « toute personne qui a été victime ou témoin de faits dont elle estime qu'ils constituent un manquement aux règles de l'éthique ou de la déontologie », commis par « des personnes exerçant des activités de sécurité », puisse en témoigner et faire valoir ses droits. De manière gratuite et impartiale. Ce comité pourrait mettre en demeure les personnes impliquées, demander qu'on lui communique tout document utile, se rendre sur les lieux. Mais encore demander des sanctions disciplinaires, transmettre ses conclusions à un tribunal. Cela semble si simple : on appelle cela la transparence, le respect des droits de chacun. La véritable égalité républicaine commence ici. ■

***Ian Brossat** est chargé des questions de sécurité à la direction nationale du PCF.

MESURER, CLASSER. STATISTIQUES ETHNIQUES ?

Refuser l'idée que l'apparence peut être mise dans des cases, qu'il existerait une liste d'identifiants, de caractères physiques, qui pourrait être attribuée à chacun, sans hésitation.

PAR ALAIN BLUM*

Le 23 mars 2009, Yazid Sabeg, « commissaire à la diversité et à l'égalité des chances », position créée par le gouvernement en décembre 2009, mettait en place le Comedd, Comité pour la mesure et l'évaluation des discriminations et de la diversité. Il était chargé « d'identifier, d'évaluer et de proposer les catégories d'observation mobilisables, dans le cas de la France, pour la mesure et l'évaluation de la diversité et des discriminations ». Il devait répondre au souhait du président de la République de disposer d'outils qui « reposent sur des méthodes incontestables », définis, « dans un esprit de dialogue avec l'appui de la communauté scientifique et statistique ». Cette création engageait un vif débat, où s'opposèrent ceux qui pensaient que la connaissance et la liberté du chercheur devaient conduire à développer diverses formes de statistiques ethniques (nommées parfois, par euphémisme, statistiques de la diversité, quand toute statistique est celle d'une diversité), alors que d'autres en soulignaient l'illusion et le caractère pervers voire dangereux. Le rapport officiel du Comedd[1], parut alors que le débat était déjà plus ou moins enterré . Il fut enterré aussitôt publié.

Curieuse répétition d'une histoire qui dix ans auparavant avait aussi secoué le monde de la recherche quand certains avaient introduit une vision ethnicisante de la société française, l'enjeu étant alors autre : il ne s'agissait pas de lutter contre la discrimination, mais plutôt de révéler les conséquences de l'immigration, en figeant chacun dans ses origines, ethnicisées lorsqu'on ne venait pas d'Europe.

RELATIONS ENTRE APPARTENANCES ET COMPORTEMENT

Il est vrai que la politique française montra que l'intention proclamée haut et fort du gouvernement de lutter contre les discriminations était bien imaginaire, et que les actions politiques stigmatisantes, voire violentes, contre des populations désignées par une appartenance ethnique ou une apparence raciale témoignaient si besoin du potentiel usage des statistiques ethniques : entre un gouvernement qui explicitement fait référence aux roms pour procéder à des expulsions du territoire, un journaliste qui affirme que les trafiquants sont presque tous « noirs et arabes », une polémique sur une éventuelle mise en place de quotas dans le foot, on voit bien comment pourraient être utilisées, quoi qu'en aient dit les zélateurs de la statistique ethnique, l'introduction de telles catégories.

Car, les fervents défenseurs de l'introduction d'une telle statistique ont beau dire qu'elle ne peut être utilisée que toute chose égale par ailleurs (en tenant compte, en particulier de la dimension sociale) on voit bien comment, par ce qu'elle porte de préjugés, elle serait interprétée, très vite, en terme de relation directe, essentielle, entre appartenance et comportements.

Il y a en fait beaucoup de confusion. Refuser la statistique ethnique n'est pas refuser l'évidence : l'existence de discriminations fondées sur des apparences. Mais c'est refuser l'idée que l'apparence peut être mise dans des cases, qu'il existerait une liste d'identifiants, de caractères physiques, qui pourrait être attribuée à chacun, sans hésitation. Que tous les autres attributs qui fonctionnent autour d'une personne (la manière d'être, le lieu de résidence, la maîtrise des langues, etc.) ne contribuent pas à se faire discriminer.

LA STATISTIQUE MET EN BOÎTE

Elle est un outil puissant lorsqu'elle décrit des positions dans le monde économique, une relation établie entre les institutions et les personnes. Elle est un outil au service de l'économique et du social, mais n'a jamais permis une approche fine des identités dans leur complexité. Il y a une position bien scientiste, qu'ont essayé de faire passer quelques chercheurs en mal de reconnaissance, que de penser qu'une construction statistique est l'outil par excellence, indispensable pour l'analyse du social.

La statistique peut être un magnifique outil lorsqu'elle est maniée avec humilité, et lorsqu'elle est critique sur elle-même. Elle peut être en revanche un outil redoutable qui, par sa construction même, offre un discours partisan. Si, bien entendu, certains, dans certaines conditions, seront vus comme des noirs, des Arabes, des beurs, des métisses, des blancs, des Européens, des Auvergnats ou des Russes, d'autres les verront comme des Français, « de type maghrébin », des personnes au teint mat, des Asiatiques. Et qui plus est, selon les contextes, chacun se désignera différemment. Toutes les études réalisées de façon fine, auprès des populations socialement défavorisées, résidant aux marges des centres urbains, montrent à quel point les désignations ethniques sont souples, changeantes, loin d'une identité affirmée et univoque. Enfin, bien des études, en contexte, fondées sur des méthodes d'observation fine, sans introduire des catégories ethniques figées, témoignent des mécanismes de discrimination et permettent d'en comprendre les ressorts principaux.

> SUITE PAGE 16

SUITE DE LA PAGE 15 >

Evitons donc l'essentialisme, qui, plutôt que de nous rapprocher d'une diversité des apparences, des perceptions de soi, des perceptions des autres, les fige dans ces groupes qui, s'ils sont largement utilisés par la statistique, conduisent à l'exclusion et la stigmatisation, fonderont des politiques publiques discriminantes, au lieu de lutter contre les racines d'un mal qui peut ronger une société. ■

***Alain Blum** est démographe, chercheur à l'Ined et à l'EHESS, il a contribué à l'ouvrage collectif *Le retour de la race. Contre les statistiques ethniques*, Paris, Editions de l'Aube, 2009.

1/ Inégalités et discriminations - Pour un usage critique et responsable de l'outil statistique : rapport du comité pour la mesure de la diversité et l'évaluation des discriminations, http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000077/index.shtml

LIBERTÉ ÉGALITÉ AIMER

Notre combat contre toutes les discriminations – qui gangrènent les relations sociales et sont source de souffrance humaine – s'inscrit dans notre lutte pour l'émancipation de l'humanité et l'épanouissement de la personne.

PAR RICHARD SANCHEZ*

À l'évidence, la personne humaine ne peut s'épanouir sans que son orientation sexuelle, le genre qu'elle ressent être le sien, puisse être vécu au grand jour, respecté par les autres. Pouvoir s'aimer à la vue de tous sans peur, sans honte, sans mensonge est un droit fondamental de chaque être humain. La reconnaissance de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre sont donc choses fondamentalement communistes.

Pendant longtemps nous avons considéré que ça n'appartenait qu'au domaine de l'intime. Et nous disions : respect mais question personnelle, pas d'immixtions du parti communiste dans ces questions. Nous avons appris, depuis, que la reconnaissance de la différence, son respect, son épanouissement, constituent une richesse pour le développement social. Et que le développement des différences, ça veut dire aussi égalité des droits.

FIÈR-E-S ET RÉVOLUTIONNAIRES

« Fièr-e-s et révolutionnaires », le collectif du Parti communiste qui travaille plus particulièrement sur ces questions, a acquis une autorité certaine auprès des diverses associations LGBT (lesbiennes, gays, bi, trans). Il est partie prenante de toutes les actions, manifestations et moments de réflexions sur ces sujets. Il a à son actif plusieurs initiatives qui ont connu un réel succès : débats sur l'homosexualité en banlieue, rencontre européenne pour l'égalité des droits, colloque sur la question trans, etc.

Surtout, une collaboration étroite avec les parlementaires communistes de l'Assemblée Nationale et du Sénat, a permis l'élaboration et la présentation de toute une série de propositions de loi qui apportent des réponses marquées du sceau de la justice, de l'égalité des droits et du respect de la personne aux questions posées aujourd'hui à cet égard.

Curieux paradoxe pourrait-on penser, mais de fait, alors que dans sa majorité, la population française devient de plus en plus ouverte à la diversité (plusieurs enquêtes d'opinion révèlent des majorités favorables au mariage, à l'adoption, etc.,) les actes « LGBTphobes » deviennent plus nombreux, plus violents, plus directement injurieux, par le biais d'internet, mais aussi sur les lieux de travail, les lieux publics et au sein de l'entourage familial. Déposée en juillet 2004, notre proposition de loi pour les considérer comme de véritables et graves délits, les interdire, les réprimer en tant que tels, donne les moyens efficaces de « combattre l'incitation à la haine homophobe, lesbophobe, transphobe, depuis l'école jusqu'à l'institution de formations spécifiques dans les collectivités territoriales, administrations et entreprises.

DES PROPOSITIONS DE LOI

On pense souvent que le PACS a tout réglé, alors même que sans nier l'avancée qu'il a constituée il y a 12 ans, et les quelques progrès arrachés par les parlementaires communistes - il reste un contrat. Notre proposition de loi de Juin 2009 – qui a pu être débattue au Sénat mais repoussée par la majorité de droite – montre comment renforcer les droits des personnes liées par un PACS dans tous les domaines de la vie de ces couples.

Dès 2005, nous avons déposé une proposition de loi pour l'ouverture du droit au mariage à tous les couples, proposition que nous avons encore enrichie en février 2010 en précisant que ce droit devrait non seulement s'établir sans distinction de sexe, mais aussi sans distinction de genre.

Et nous avons depuis avril 2011, une nouvelle proposition de loi destinée à lever les discriminations sur la filiation (pour l'accès à la parentalité). Cette proposition de loi affirme une triple volonté : la primauté de l'intérêt supérieur de l'enfant, son droit d'être élevé par ses parents dans de bonnes conditions et de pouvoir jouir d'une vie de familiale normale ; la garantie de l'égalité de tous et toutes devant les lois, quelles que soient l'orientation sexuelle et l'identité de genre ; le respect de l'intégralité psychique et physique de chaque adulte ou enfant au plan individuel comme dans les relations sociales. Alors que l'actuel droit civil de la famille est tourné vers le couple de deux sexes, elle prend en considération le développement de familles pluriparentales ou coparentales, parfois de même sexe.

Enfin un travail est engagé sur la question « trans » qui devrait aboutir à une proposition de loi dégageant la personne qui veut légitimement affirmer le genre qui est le sien – au delà de l'apparence que la nature lui a donnée – du carcan médico-psycho-judiciaire qui enserre chaque étape du parcours, afin que celui-ci conjugue naturellement le respect de la personne concernée, la rigueur médicale, les droits sociaux et citoyens.

On le voit, dans ce domaine comme dans tous les autres, l'égalité des droits, le respect de l'autre, le développement de l'humain vers une civilisation supérieure sont au centre de nos soucis. C'est aussi pourquoi, et ce sera ma dernière réflexion, nous n'avons pas retenu le prétendu concept de « liberté sexuelle » toujours conjugué, conçu même, en liaison avec une sorte de marchandisation du sexe, de culte de la performance et d'une sorte de norme. Nous nous prononçons pour la libre sexualité mutuellement consentie. Dans sa vie une personne peut avoir des moments où elle va aimer, vivre avec quelqu'un d'un autre sexe et des moments où elle va aimer ou vivre avec une personne du même sexe. Tout cela s'inscrit dans le cadre de l'épanouissement de la personne humaine et le respect de sa différence ou de ses différences. ■

***Richard Sanchez** est chargé de la question LGBT à la direction nationale du PCF.

LE MULTICULTURALISME AUX ÉTATS-UNIS

Le multiculturalisme a toujours existé aux États-Unis, mais il n'y était ni reconnu ni admis. Au XIXe siècle, les immigrants dans leurs quartiers de New York ou Chicago vivaient pendant plusieurs années avec leur langue originelle, leurs produits alimentaires du pays ; toutefois les hommes se débrouillaient peu à peu en anglais dans leur travail et, à l'école, les enfants se frottaient aux autres de langues diverses.

PAR JACQUES PORTES*

Les partis politiques s'empressaient de faire voter les nouveaux arrivants, en leur promettant la nationalité américaine. Ce qui fait qu'au bout d'une génération ces derniers étaient en même temps proches de leurs racines et « intégrés » dans la société américaine avec ses habitudes de consommation et de divertissement.

LE MELTING POT

Toutefois, l'idéologie dominante avait « inventé » au début du XXe siècle la notion de melting pot, selon laquelle les immigrants perdaient rapidement leur culture pour s'américaniser.

A une époque de très forte immigration (environ 1 million par an vers 1910) le melting pot paraissait rassurant, même s'il fallait toujours deux ou trois générations pour que des immigrants en majorité se marient en dehors de leur groupe et s'intègrent dans la société. La restriction de l'immigration en 1920 et 1924 a abouti à une forme d'intégration, sans la pression de nouveaux immigrants.

En fait, il faut attendre 1965 pour que la loi sur l'immigration aboutisse au retour massif d'immigrants, d'origines variées et plus diverses qu'auparavant.

L'AFFIRMATIVE ACTION

A cette période, les dispositions de l'affirmative action (dénommée absurdement en français « discrimination positive ») ont donné naissance au multiculturalisme moderne. Elles ont été conçues de 1965 à 1971, par le président Johnson puis son successeur Nixon, spécifiquement pour les Noirs, que leur passé esclavagiste et ségrégationniste avaient handicapé. D'ailleurs, les Africains-Américains ont profité de cette politique et nombreux sont ceux qui ont ainsi pu poursuivre des études et trouver des emplois dans la fonction publique fédérale ou fonder de petites entreprises. Dans le même temps, d'autres groupes ont jugé avoir droit, eux aussi, à ces programmes compensateurs : le cas des femmes et des Indiens a été réglé assez vite puisque la discrimination antérieure était indéniable. Une première déviation de l'affirmative action se produit alors, quand les nouveaux immigrants attirés par la loi de 1965 vont également entrer dans le système et le rendre de moins en moins transparent.

Dans les services officiels, l'arrivée de populations venues d'Amérique latine et d'Asie correspond à la conception raciale de la société américaine — apparente également dans les catégories du recensement — divisée en cinq groupes : blancs, rouges, noirs, bruns et jaunes. La coexistence de ces groupes reconnue par l'idéologie multiculturelle aurait pu bien se passer, si elle n'avait pas été difficilement compatible avec les textes qui défendent le droit d'individus égaux au sein de la collectivité, car il est impossible à plaquer un carcan sur une société en mouvement perpétuel.

Les Africains-Américains ont constaté que les avantages dont ils disposaient étaient en diminution, dans la mesure où les services avaient partagé les sommes disponibles entre de nombreux partenaires, sans qu'il y ait eu accroissement des crédits. Les Chinois réussissent fort bien dans les études supérieures et estiment qu'ils n'ont pas besoin de mesures de protection, mais quand les bureaux qui établissent les listes de bénéficiaires veulent en rayer un certain nombre, ils sont ensevelis sous les protestations et les menaces des activistes de chaque groupe et se gardent bien de persister dans leur initiative malencontreuse. De la même façon, si ces services écartent des programmes certains des nouveaux arrivants, des Indiens d'Inde et du Pakistan par exemple qui ont de bonnes situations, il se trouve toujours un représentant de ces groupes pour crier à l'inégalité de traitement interdite par la loi. Il ne s'agit plus d'une américanisation par les valeurs, comme autrefois, mais de l'utilisation d'un système au profit de l'identité du groupe.

Pour compliquer le paysage social, les groupes raciaux établis par l'administration, par tradition et sans la moindre définition scientifique, éclatent peu à peu en raison du changement des mœurs. Si les Africains-Américains continuent, mise à part une infime proportion qui croît régulièrement, à pratiquer l'endogamie et ne discutent pas une homogénéité raciale bien floue, ce n'est pas le cas des autres groupes. Les derniers recensements indiquent en effet qu'un tiers des « Hispaniques » se marient en dehors de leur groupe « racial », comme le font plus de la moitié des « Asiatiques ».

Dans ces conditions, l'affirmative action devient ingérable et a perdu tout son sens, mais le multiculturalisme est lui aussi bien difficile à définir. Quel est l'élément primordial pour un Italo-américain ou pour un Mexicain qui vit aux États-Unis depuis des années, et qui a obtenu la nationalité américaine ? Sont-ils, avant tout, des Américains ou revendiquent-ils plutôt leur identité d'origine ? Il apparaît que le potentiel d'assimilation américaine existe toujours, grâce aux médias, à la consommation de masse, à la répétition du message national en cas de crise, comme l'ont prouvé les réactions après les attentats du 11 septembre 2001. Les Américains, quelle que soit leur origine, revendiquent volontiers leur nationalité dans ces cas-là, surtout quand ils se trouvent à l'étranger, mais dans les périodes plus calmes, ils se plaisent à revendiquer avec force leur identité particulière. ■

***Jacques Portes** est professeur d'histoire de l'Amérique du nord, université Paris 8.

Retrouvez sur tous les textes de ce dossier, des avis, des commentaires sur **www.pcf.fr** et une Edition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de **Mediapart** sur **http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet.** Nous vous invitons à participer à cette collaboration en réagissant, en commentant et en diffusant largement les contributions que nous mettons en ligne.

Par **Gérard Streiff**

Vivre ensemble. Dur, dur...

La place de l'étranger est un thème qui revient de manière récurrente dans le débat public ces dernières années.

À la demande notamment de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), la SOFRES a reconduit une enquête, déjà menée en 2007, sur les enjeux « *Racisme, discrimination et intégration* ». Cette étude, menée fin 2010, a donné lieu à un rapport d'une centaine de feuillets. Il s'agit d'une enquête qualitative, à base d'entretiens, où la parole du sondé est libre, l'intervieweur se contentant de relancer ce dernier. Quelques enseignements.

UN SENTIMENT DE FRAGILISATION DE LA SOCIÉTÉ

L'intitulé de la première partie du rapport dit assez la détérioration de la situation : « *Un contexte général peu favorable à une appréhension sereine de l'étranger* ». On commence par pointer la difficulté des interviewés à « manipuler les termes » de l'entretien. Les gens sentent que les questions évoquées (racisme, intégration) sont des sujets de polémique, ils multiplient les précautions. Plus ils sont éduqués, plus ils se montrent inhibés ; en général, se voulant lucides, ils ont tendance à surévaluer leur racisme. Les plus modestes, eux, le sous-évaluent... En vérité, le débat semble brouillé et les sondés ne savent plus très bien comment qualifier leurs propres prises de position : intolérance ? racisme ? respect ? défense de certaines valeurs ?

Autre donnée importante : ces discours s'inscrivent dans « une perception globalement négative et pessimiste » de la société française. Les interviewés notent une exacerbation de l'individualisme, de l'égoïsme, une insécurité grandissante, économique, matérielle ; la peur du terrorisme est réelle et nourrit une méfiance à l'égard de l'islam et des musulmans. De plus, tout se passe comme si l'actualité (identité nationale, déchéance de nationalité, burqa, Roms) venait nourrir leurs inquiétudes et leur donner le sentiment de fragilisation de la société. L'accumulation sur une courte période de tous ces « débats » fait que la question de la différence, de la gestion de la différence est plus en plus visible. Dans le même temps, le discours politique se « libère » ; ce qui auparavant était l'apanage de l'extrême droite se banalise. Ce qui est nouveau, par rapport à 2007, c'est le fait de désigner sans gêne tel ou tel groupe (comme le noir ou l'Arabe chez Zemmour...). Le lien immigration-insécurité est désormais jugé comme une question de « bon sens », que nombreux taisaient jusque là en raison d'un discours antiraciste dominant. Le sondé, souvent, ne prend pas ça pour du racisme mais comme un signe de lucidité si on veut vraiment s'attaquer au problème de l'insécurité... Désormais le discours de défiance à l'égard de l'Autre est considéré comme légitime. « Un verrou a sauté » dit l'étude. Cette banalisation peut être déplorée ou saluée par les sondés qui, tous, sont pessimistes sur l'état de la société et -ce qui est plus grave- pessimistes sur l'avenir : on s'imagine que l'individualisme va s'accentuer, que le manque de respect ne pourra pas s'inverser ; on s'attend en somme au pire (attentats, révoltes, guerre des religions...).

Notons que, spontanément, les gens ne mentionnent plus le thème de « trop d'immigrés », ce qui peut signifier tout aussi bien que, pour eux, c'est une évidence ou alors que ce n'est pas en soi un problème ; mais beaucoup anticipent une augmentation de l'immigration que la France ne pourrait pas intégrer. Les gens n'imaginent pas qu'il existe des solutions : la politique est globalement discréditée ; on en appelle à une « prise de conscience » sans trop y croire.

UNE DIVERSITÉ DE DISCOURS SUR LE RACISME

Deuxième chapitre de l'étude : « *Au delà de traits communs, une diversité de discours sur le racisme.* » Le racisme est rarement vécu à partir de la notion de race au sens biologique ; c'est « le refus de l'Autre en raison de sa différence » et là, les critères sont très variables. Pour presque tous les sondés, le racisme est répréhensible, une « attitude socialement et moralement non admise ». Et pour cela, on cherche à s'en exclure, soit en dramatisant le terme (c'est du nazisme), en opposant son propre racisme « raisonné, justifié » à un racisme maximaliste, théorique ; soit en estimant que le racisme est un terme galvaudé, utilisé à tort et à travers et ayant perdu son sens. L'étude montre que les ressorts du racisme sont « l'impact économique et social de la présence de l'Autre » (coût supposé, accès au logement, à l'emploi, délinquance) ; on parle moins qu'en 2007 de concurrence de l'étranger sur l'emploi mais beaucoup plus du risque que ces populations ne profitent des aides sociales. Plus on est fragiles, plus on est sensibles à cet argument. L'autre ressort, c'est la perception des différences et leur caractère ostentatoire ; comme si l 'Autre ne voulait pas « rentrer dans le rang », comme s'il affichait trop sa spécificité. Les principales cibles sont « les Arabes » et « les noirs » ; le thème de l'islam est plus fort qu'en 2007 ; les « jeunes des cités » résument et symbolisent bien cette inquiétude.

L'Asiatique, systématiquement identifié au

C'EST PLUTÔT TENDU

Paroles de sondés sur leur perception de la société (les caractéristiques des témoins sont celles de la SOFRES) :

« Je dirais qu'en France il y a plutôt des tensions, chacun pour soi ». **F, 39 ans, ingénieure en électronique, Française d'origine portugaise, Blère**

« C'est plutôt tendu, on a beaucoup de mal, les liens se font plus difficilement ». **F, 24 ans, assistante commerciale, Française d'origine française, Dijon**

« Je trouve que les relations entre les gens sont moins patientes, le conflit vient beaucoup plus rapidement ». **F, 39 ans, ingénieure en électronique, Française d'origine portugaise, Blère**

« Pour moi, c'est l'individualisme qui a tout tué, les gens sont renfermés sur eux ». **H, 45 ans, agent logistique dans les transports, Français d'origine marocaine, Neuillé-Pont-Pierre**

« Les relations sont beaucoup plus difficiles qu'avant. Les sorties se font en groupe, ça rassure». **H, 56 ans, consultant informatique, Boulogne-Billancourt**

« Chinois », est réputé magouilleur, installé dans son coin et ne posant guère de problèmes. La figure des Roms et des Tsiganes est peu centrale dans l'imaginaire raciste ; l'antisémitisme est rarement abordé. On use des termes d'immigrés, d'étrangers, de personnes d'origine étrangère, avec des connotations légèrement différentes.

TROIS DISCOURS

L'étude de la SOFRES pointe ensuite trois types de discours. UN : l'Autre est Victime, l'approche ici est plutôt théorique, le racisme est un symptôme de dysfonctionnement, les discriminations sont une injustice ; il faut œuvrer à l'intégration, la collectivité doit en assurer les bonnes conditions, c'est un discours de condamnation voire de lutte contre le racisme.
DEUX : l'Autre est Responsable, l'approche est empirique, le racisme est ici un réflexe de protection naturel, les discriminations s'excusent, l'intégration est nécessaire mais dépend de la volonté de chacun, c'est un discours de justification protectrice du racisme.
TROIS : l'Autre est Responsable, l'approche se veut empirique, le racisme est une forme de défense d'une identité, les discriminations sont légitimes, l'intégration est refusée, elle menacerait l'identité française, c'est un discours de justification offensive du racisme.
L'étude estime que les tenants de chacun de ces discours ont des profils psychologiques proches et des systèmes de valeurs particuliers.
Les tenants du discours UN sont plutôt bien intégrés socialement, ont une posture d'ouverture (éducation, tolérance, différence, réflexion personnelle).
Les tenants du discours DEUX sont plutôt fragilisés, ils sont dans la méfiance ou l'inquiétude (repli sur soi, peur du conflit).
Les tenants du discours TROIS ne se vivent pas comme mal intégrés socialement, ils ont peu de doutes, ont le sentiment d'une défense légitime de leurs droits, ont une posture combative et un discours virulent.
La SOFRES détaille ensuite assez longuement (une trentaine de pages) les composantes de chacun de ces discours, sa manière de voir le racisme, la discrimination, l'intégration. L'étude se conclut par plusieurs enseignements, sept : aux yeux des sondés, la crise rendrait difficile « un discours apaisé » sur l'autre et interrogerait « la possibilité même du vivre ensemble » ; une sensibilité exacerbée chez certains des idées de « relâchement moral », de « la perte de notion d'effort » dont « profiterait » l'immigré ; l'islam et les musulmans polarisent les critiques ; l'identité française se diluerait ; le discours sur l'Autre est plus « construit », plus identifiable ; la définition du racisme est brouillée ; le combat antiraciste est rendu plus difficile. ■

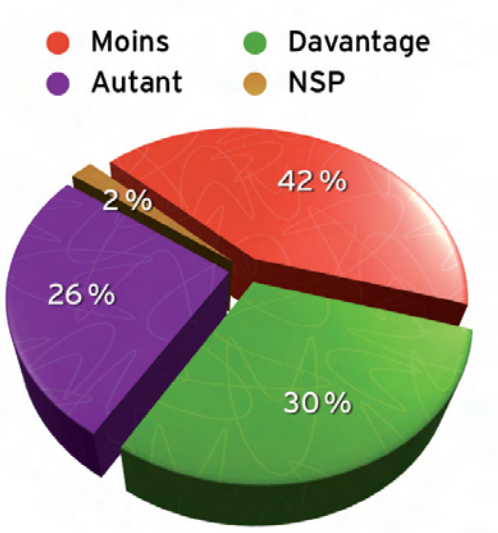
SONDAGES

Le pouvoir des politiques

Un sondage CSA pour *La Croix*, à l'occasion du trentième anniversaire du 10 mai 1981, a montré que les électeurs doutent de la capacité des responsables politiques à changer la vie. MAIS l'enquête révèle également que l'opinion mise toujours sur la politique pour faciliter la vie des gens.

« La politique apparaît toujours comme le meilleur moyen non plus de bouleverser les choses mais au moins d'améliorer le quotidien, écrit *La Croix*. Les responsables nationaux sont ainsi largement en tête du palmarès des leviers capables de faciliter la vie des gens. Loin devant les élus locaux, l'Europe ou les acteurs économiques. À quelques mois de la présidentielle, voilà les futurs candidats prévenus : les attentes sont fortes, les doutes aussi ».

Selon vous, aujourd'hui en France, les hommes politiques ont-ils plus ou moins la possibilité d'agir efficacement pour améliorer la vie des gens qu'ils ne l'avaient il y a 30 ans ?



Faut-il prendre aux riches pour donner aux pauvres ?

Page réalisée par **Gérard Streiff**

Une seule note ce mois-ci, mais d'importance, sur l'évolution de la confédération européenne des syndicats, à l'occasion de son dernier congrès.

EUROPE

LE CONGRÈS DE LA CES

Au moment où de puissantes mobilisations sociales se développent en Europe contre l'austérité et où la question de leur convergence au niveau européen devient pressante, des regards se tournent vers la Confédération européenne des syndicats dont le congrès s'est tenu à Athènes du 16 au 19 mai.

La CES est composée de 83 confédérations syndicales nationales et de 12 fédérations syndicales européennes soit environ 60 millions de membres. Le syndicalisme français y est représenté par la CGT, la CFDT, la CFTC, FO et l'UNSA. Créée en 1973, son action principale est le lobbying auprès des institutions de l'Union européenne en tant que « partenaire social européen », représentant les travailleurs européens. Concrètement, cela veut dire qu'elle prend part aux sommets sociaux tripartites, élabore une réponse syndicale aux propositions de la Commission, assure le lien avec un intergroupe de députés au Parlement européen et coordonne la participation syndicale à un certain nombre d'organes consultatifs.

Depuis quelques années, il semble que ce syndicat se soit tourné vers la mobilisation sociale et l'action revendicative sous l'impulsion de John Monks, ancien secrétaire général du Trades Union Congress (TUC), qui fédère 71 syndicats britanniques. Monks a plaidé et agi pour que la CES ait son propre agenda et ne se laisse pas imposer les thématiques de travail selon les préoccupations des dirigeants européens. Plusieurs « euromanifestations » ont ainsi été organisées. La dernière s'est tenue à Budapest le 9 avril dernier, rassemblant 50 000 syndicalistes (du jamais vu dans la capitale hongroise !) pour dénoncer les politiques d'austérité et promouvoir l'Europe sociale.

CONDAMNATION DU PACTE POUR L'EURO +

John Monks n'a pas mâché ses mots depuis le début de la crise en dénonçant le « capitalisme de casino » et en qualifiant publiquement le « Pacte pour l'euro + » – présenté par les dirigeants européens comme la réponse à la crise – de « pacte pour les loups de la finance » plaçant les Etats européens dans une « situation quasi-coloniale ». Pour la première fois, la CES, qui a approuvé tous les traités européens, a déclaré qu'elle ne pourrait soutenir un traité contenant les mesures du pacte. C'est une avancée pour le syndicalisme européen qu'il convient de mesurer à sa juste hauteur.

Le congrès de la CES à Athènes a confirmé cette condamnation des syndicats européens du pacte pour l'euro et des politiques d'austérité à travers les interventions d'un millier de délégués. Les débats se sont ouverts, sur proposition des syndicats grecs, français, allemands, autrichiens et belges, par l'adoption à l'unanimité d'une résolution d'urgence adressée à l'ECOFIN qui se réunissait le même jour à Bruxelles, exigeant de lui un « changement immédiat d'orientation politique» car « il n'y aura pas d'amélioration budgétaire sans croissance » et comme l'a déclaré John Monks au début du congrès « l'austérité ne marche pas, elle tue la croissance, elle tue l'emploi ».

SMIC EUROPÉEN

Les délégués de la CES ont ensuite débattu du document d'orientation qui doit guider leur action jusqu'au prochain congrès. Intitulé « *Mobilisation pour l'Europe sociale, stratégie et plan d'action* », ce texte porte à la fois sur l'emploi et la réglementation financière ainsi que sur le modèle social européen pour davantage d'égalité et de cohésion sociale. Le gros du débat s'est focalisé sur la conception de l'Europe sociale et notamment sur l'idée du SMIC européen qui – contrairement à l'analyse de la crise et au rejet des réponses néolibérales – ne fait pas consensus. Les plus sceptiques sont les syndicats des pays nordiques et italiens qui y voient une ingérence législative dans ce qui relève de la négociation collective. Bien que la majorité des syndicats soit pour le salaire minimum européen, recherche du consensus oblige, le congrès n'a pas abouti à une position commune sur cette question. Enfin, les délégués ont ensemble déclaré vouloir faire barrage à l'extrême droite dont la montée inquiète.

Concernant le calendrier d'actions, une journée européenne et nationale de mobilisation et d'information aura lieu le 21 juin prochain et une nouvelle euromanifestation se prépare le même jour à Luxembourg-ville. Le but est de réaffirmer, à la veille du Conseil européen du 24 juin, la position des syndicats européens « contre l'austérité et contre le type de gouvernance économique que l'Union européenne veut imposer aux travailleuses et aux travailleurs en Europe ».

Enfin, la CES a renouvelé sa direction en la rajeunissant et en la féminisant. La nouvelle secrétaire générale, Bernadette Segol, est française. Elle est l'ancienne secrétaire générale de l'UNI, un syndicat international des « cols blancs ». Elle sera épaulée par un secrétariat composé de 6 personnes : Jozef Niemiec (Solidarnosc, Polonais), Patrick Itschert (Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir, Belge), Judith Kirton-Darling (Fédération européenne des métallurgistes, Britannique), Claudia Menne (DGB, Allemande), Veronica Anna-Maria Nilsson (Fédération syndicale européenne des services publics, Suédoise) et Luca Visentini (UIL, Italien). ■

Par **Alain Vermeersch**

La mondialisation rejetée, vers une « démondialisation » ?

La crise et ses effets néfastes sur les populations entraîne une défiance grandissante pour la mondialisation naguère présentée comme l'avenir radieux des peuples.

LES FRANÇAIS CONTESTENT LA MONDIALISATION

Françoise Fressoz, présentant la plaquette vantant le quinquennat de Sarkozy, écrit dans *Le Monde* (24/04), « Dans l'introduction, il est proclamé que "la France avance", qu'elle "se modernise et se transforme", que les Français ont choisi en 2007 "le changement"... Mais, poursuit-elle « le premier chapitre est intitulé : "Protéger les Français". Il n'y est question que de "crise", de restauration de "l'autorité de la loi", de "protection des victimes", de "maîtrise de l'immigration".. Elle ajoute « L'optimisme d'un côté, la crainte de l'autre. Le mouvement et simultanément le repli. Sans que jamais soit prononcé le mot "mondialisation", qui pourtant constitue la toile de fond de ce quinquennat. » Elle constate plus loin « C'est que, depuis la crise de l'automne 2008, la peur de la mondialisation s'est renforcée, rallumant le vieux clivage entre France du oui et France du non. Dans les milieux populaires, l'idée s'installe que la jouissance des uns se nourrit de la relégation des autres, que "mondialisation et fragilisation" vont de pair. Sur cette conviction prospère Marine Le Pen. » Elle conclut son article, en remarquant, « à gauche, un débat monte autour de la "démondialisation" et du degré de protection aux frontières qu'il faudrait introduire pour défendre l'industrie nationale et l'emploi. Le projet pour 2012, adopté à l'unanimité par les socialistes, fait pour la première fois référence à un système d'écluses aux frontières européennes. Lié à la question du pouvoir d'achat, le protectionnisme devrait être l'un des points les plus discutés lors de la primaire socialiste. »

Le sociologue Alain Mergier, *Le Monde* (22/04), donne les premiers résultats d'une nouvelle enquête de la Fondation J. Jaurès sur les milieux populaires, « on n'est plus dans une crise du lendemain, mais dans une crise du quotidien, qui se traduit par un sentiment d'insécurité permanente... Il y a encore quatre ou cinq ans, les milieux populaires percevaient la France comme un navire essayant tant bien que mal de garder son cap sur l'océan incertain de la mondialisation... Avant la présidentielle de 2007, les milieux populaires pensaient que l'on allait s'intéresser à eux... Leur déception est à la mesure de leurs attentes. Ils pensent s'être faits avoir. J'irai même plus loin : ils estiment que la relégation qu'ils subissent est volontaire. Ils pensent que, pour s'enrichir, les représentants de l'oligarchie financière, qui sont les acteurs de la mondialisation, doivent délibérément les précariser et les appauvrir... Quant à la gauche, elle est perçue comme très molle sur la mondialisation. Reste un Mélenchon, mais il donne l'impression de ne pas prendre vraiment en compte la question de l'intégration des étrangers. Or celle-ci est centrale dans le discours des milieux populaires... Le rejet de l'immigration est articulé à un raisonnement de nature économique.. Je pense en effet que c'est dans les milieux populaires que se trouve le potentiel électoral du FN... »

Mathieu Castagnet dans *La Croix* (10/05), commentant un sondage sur les Français et les politiques, note « Interrogés sur les raisons qui nourrissent leur vision d'un pouvoir politique déclinant, les Français mettent évidemment en avant la progression de la mondialisation. Mais pas seulement. La dénonciation des "liens et conflits d'intérêts" entre politiques et groupes économiques arrive tout en haut du palmarès... Les responsables politiques sont donc accusés de ne plus pouvoir ou de ne plus vouloir changer le monde. » Gérard Mermet, sociologue, énumère « Les sept révolutions de la société française » *Le Monde* (10/05). Fataliste, il remarque « Dans les enquêtes internationales, les Français apparaissent comme les moins favorables à cette mondialisation. Elle est pour eux synonyme de délocalisation, chômage, standardisation. Beaucoup craignent d'y perdre une partie de leur identité et se réfugient dans la "proximité". A l'ouverture et au gigantisme, ils sont tentés d'opposer le protectionnisme et le "petisme". Mais la plupart savent que la marge de manœuvre nationale est désormais réduite et que l'on doit raisonner large, qu'il s'agisse d'économie, de réglementation, de santé ou d'environnement. Même s'ils le regrettent, ils sont conscients que la France devra abandonner une partie de ses "exceptions", atouts devenus handicaps, rentrer dans le rang européen et planétaire. Une façon aussi d'y maintenir son rang. »

Libération (14/04) explique « Prétendant s'appuyer sur une étude officielle, M. Le Pen répète que la mondialisation a détruit 63% des emplois industriels en France depuis 2000. Ce chiffre apparaît bien dans un document de travail publié en février 2010 par la direction générale du Trésor et de la politique économique (DGTPE), intitulé "la Désindustrialisation de la France". Mais l'étude dit tout autre chose : elle n'établit pas que la mondialisation a détruit 63% des emplois industriels français depuis 2000 comme l'affirme le FN, mais que 63% des emplois industriels qui ont été détruits l'ont été à cause de la mondialisation. Ce qui fait une énorme différence. En fait, depuis 2000, la France a

perdu 20% de ses effectifs dans l'industrie manufacturière, soit environ 700 000 emplois... » L'auteure, Lilas Demmou... attribue 28% des destructions d'emplois industriels à la concurrence internationale entre 2000 et 2007, (seuls 13% de ces destructions d'emplois sont imputables aux échanges internationaux)... Reste un dernier problème, et pas des moindres : cette donnée est périmée depuis juin 2010, date à laquelle a été publiée une seconde version du document. Si le chiffre de 28% y figure toujours, celui de 63% a été revu à la baisse pour tomber à 30%. L'auteur estime toutefois qu'il pourrait être porté à 45% à long terme, puisque «l'emploi apparaît s'ajuster relativement lentement aux performances extérieures ».

DANS LES AUTRES PAYS AUSSI..

Dans *Le Figaro* (26/04), Jean-Pierre Robin titre « La mondialisation a d'ores et déjà commencé à se détricoter, le terme n'est guère élégant : la "démondialisation" marque avant tout le retour de l'État dans la vie économique, pour le meilleur et pour le pire ». Il revient sur le "le consensus de Washington". « Autrement dit, le corps de doctrine élaboré à Washington au début des années 1990, peu après la chute du mur de Berlin et de l'empire soviétique, par le FMI et la Banque mondiale, en concert avec le Trésor américain... La déréglementation et les privatisations donneraient libre cours à la croissance et à la prospérité. Les marchés financiers se chargeraient d'acheminer des ressources aux secteurs les plus productifs et de s'autoréguler efficacement. Et tous les citoyens du globe surferaient sur la vague montante de la mondialisation. Malheureusement « tout cet échafaudage s'est effondré sur le passage de la crise »... Sans lien direct avec la faillite de Lehman Brothers et la crise financière occidentale, les guerres civiles qui secouent l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ont contraint des milliers de Philippins, entre autres, à abandonner leur travail en Libye. Le sociologue altermondialiste Walden Bello, l'inventeur en 2003 du concept de « démondialisation » y voit un argument de plus pour stigmatiser la politique de son pays, les Philippines... En France, Arnaud Montebourg, député et candidat aux primaires socialistes, en a fait son étendard avec cette définition simple : « Un processus politique visant à reterritorialiser l'économie en rapprochant les lieux de consommation et de production. » Il poursuit « Quoi qu'ils en disent, la démondialisation est au cœur de la stratégie collective des pays du G20. La coopération mise en place pour limiter les déséquilibres financiers entre leurs économies est certainement légitime. »

DES PROPOSITIONS ALTERNATIVES

Le 7 avril dernier, Nicolas Demorand, écrivait dans *Libération* un édito intitulé « Arrogance ». Il estimait « Après les « anti » et les « alter », voici les tenants de la « démondialisation » où se croisent l'extrême droite arc-boutée sur les frontières et la France d'avant ; des néo-colbertistes de la droite classique ; des souverainistes favorables à des barrières européennes ; un arc-en-ciel socialiste plus ou moins offensif ; une gauche de la gauche souhaitant lutter contre le dumping social, environnemental, fiscal dont se nourrit la mondialisation.. Quel chemin parcouru depuis « Tina », acronyme tiré d'une phrase fameuse de Margaret Thatcher : « There is no alternative. ». Il poursuivait « Avec la crise économique mondiale, ce sont précisément ces dogmes qui ont fait faillite. Et par un étonnant retournement de l'histoire des idées, les propositions des « antimondialisation », devenus « altermondialistes », naguère moquées et traitées par le mépris, sont finalement dominantes. » Il concluait « Demeurent deux questions qui désormais traversent les partis : la mondialisation est-elle sur certains points réversible ? Et, pour ce faire, le protectionnisme est-il possible et souhaitable ? »

Robert Boyer dans *Alternatives économiques* (01/04) souligne « Même utopique, toute proposition pour réguler le capitalisme mondial doit partir des enseignements majeurs qu'a livrés la crise ouverte en 2008. C'est en effet la perte de contrôle par la collectivité du secteur financier qui en explique la gravité et la durée. La première mesure doit donc être de faire des banques et des institutions financières les auxiliaires de la puissance publique dans la gestion du crédit et de la monnaie... La seconde mesure devrait être d'enrayer la tyrannie de la valeur actionnariale qui pèse sur la gestion quotidienne des firmes grâce à la reconnaissance, par le droit, du pouvoir d'information et de négociation des salariés et de toutes les parties prenantes qui contribuent à leurs performances... Les tenants de la forme contemporaine de la globalisation ont présenté la concurrence internationale comme un déterminisme équivalent à celui d'une loi physique, telle celle de la gravitation. Or, c'est un projet politique. La mondialisation actuelle est en effet un facteur d'approfondissement des inégalités au sein de chaque nation, mais elle réduit aussi la pauvreté dans un pays tel que la Chine. Il existe une alternative : une négociation internationale ou interrégionale »

Edgar Morin interrogé dans *lesinfluences.fr* (21/01) avance l'idée que « Les alternatives que je dégage sont des couples : mondialisation et démondialisation, croissance et décroissance, développement et enveloppement, conservation et transformation. L'altermondialisme a représenté une volonté des forces de coopération, mais qui ne parvient pas à se développer au-delà des rassemblements. Un monde meilleur serait une inter-communauté de destin et de péril.. La démondialisation, c'est une nouvelle viabilité de l'économie locale et régionale. Elle revitaliserait l'alimentation de proximité, les artisanats et les commerces de proximité, le maraîchage péri-urbain, tout le tissu rural, les communautés locales et régionales. Elle contribuerait à la réhumanisation de territoires délaissés par la restauration de services sanitaires, scolaires et postaux. La démondialisation signifie également le retour d'une autorité des Etats. Autrement dit, il faut développer le global et le local sans que l'un dégrade l'autre.

Dans sa chronique sur *France Culture* (06/04), Julie Clarini affirme « On l'entend, la démondialisation ce n'est pas mettre à bas le commerce mondial. A vrai dire, ses tenants n'ont rien contre l'accroissement des richesses si elles sont mieux partagées. Ce n'est pas non plus prôner un repli nationaliste, on reste dans une perspective internationaliste.

Non, "démondialiser", c'est plutôt réorganiser la planète en plusieurs zones géographiques cohérentes et autonomes. Voilà le seul moyen, à leurs yeux, d'assurer une croissance responsable sur le long terme. »

Pour aller plus loin :

Et si on commençait la démondialisation financière ? Frédéric Lordon *Le Monde diplomatique* (01/2010).

Démondialisation : le mode d'emploi d'un concept flou mais à succès *Médiapart* (09/05).

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...

Staline, Histoire et critique d'une légende noire

éditions Aden, 2011

DOMENICO LOSURDO

Par **Adrien Tiberti**

Écrire sur Staline n'est pas forcément l'exercice le plus simple quand on est communiste. Mais Domenico Losurdo ne refuse pas la difficulté et sait utiliser les outils de l'historien pour affronter le problème. Ainsi l'auteur choisit de déconstruire les discours sur Staline. Et tout le monde y passe : les ennemis attendus et qui ont pourtant pratiqué la louange comme Churchill, mais aussi Krouchtchev et son rapport, ou encore Trotsky dont les écrits ont bien souvent constitué la matrice de toutes les critiques antistaliniennes… Les motivations des uns et des autres sont décrites, les incohérences mises à jour et quelques certitudes craquent. Domenico Losurdo s'attache également à établir une comparaison solide entre Staline et les autres dirigeants des puissances contemporaines : Churchill toujours lui, Roosevelt et quelques-uns de ses concitoyens mais aussi évidemment Hitler. On sait à quel point le motif du monstre sert à rapprocher Hitler et Staline pour construire l'identité entre nazisme et communisme. De nombreux arguments convaincants viennent démonter cette thèse. Enfin Domenico Losurdo cherche à recontextualiser le personnage de Staline dans l'histoire de la Russie et de ses guerres civiles, dans l'histoire du mouvement révolutionnaire et des durs débats entre Bolcheviks, dans l'histoire du XX^{e} siècle et du paroxysme de la lutte des classes d'un conflit mondial à l'autre.

Tout cela forme un véritable travail d'historien dont la meilleure preuve reste le recours constant à l'historiographie : l'auteur se fait un malin plaisir à s'appuyer sur les historiens russes, anglais ou états-uniens issus de la grande tradition libérale et anti-communiste. Mais ce livre n'est pas une synthèse, ce n'est que le premier coup de massue sur la statue de Staline qui sert encore de repoussoir magique. Ce livre ne fait que rendre possible le début d'un travail serein sur Staline et ses choix politiques, sur l'URSS et ses contradictions, sur la Révolution d'Octobre et son élan. Nous nous rapprochons du moment où la convergence des historiens de tout bord sur l'établissement des faits dans leur nudité permettra la construction de notre analyse.

Dans l'immédiat, pour nous ce livre est utile car il permet de sortir de la « légende noire » et de réfléchir sur ce qu'est un communiste au pouvoir. Ce ne peut être que quelqu'un qui rend le pouvoir au peuple et préfère organiser son impuissance. Mais il est une autre question qui reste en suspens : que faire quand la lutte des classes se durcit au moment où, par exemple, la crise du capitalisme s'approfondit ? ■

Questions et réponses sur l'avenir de la Belgique

Éditions du PTB. Septembre 2010. 96 pages.

DAVID PESTIEAU ET HERWIG LEROUGE

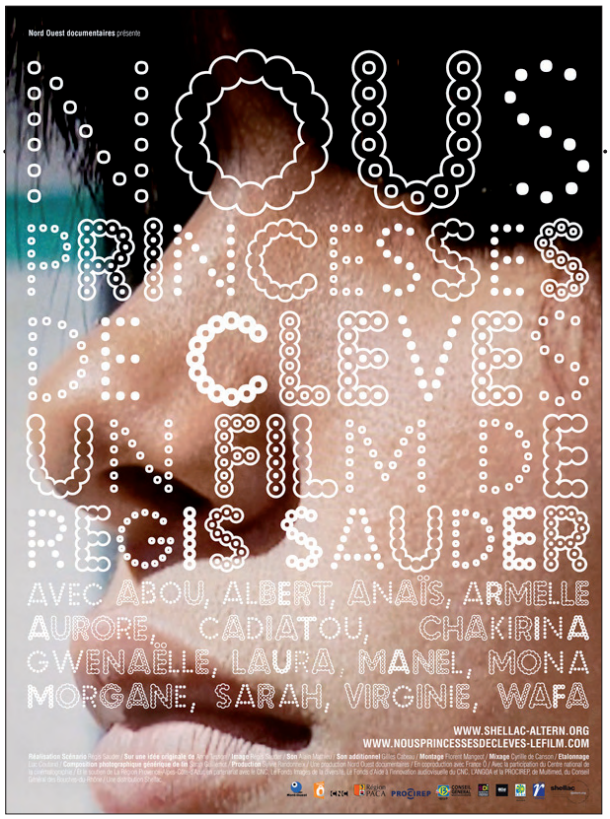
Par **Augustin Pallière**

La crise politique belge dure depuis des mois. Une question revient sans cesse : « Est-ce que la Belgique existe ? ». Cette question, en France, semble surréaliste.

La petite brochure que le PTB vendait durant la dernière Fête de l'Humanité a le mérite de poser en préambule la bonne question : Qu'est-ce que les Belges ont à gagner à une scission de leur pays ? En cent pages, la brochure expose les véritables enjeux : sécurité sociale, politique de l'emploi, salaire, service public…

Sans nier la richesse linguistique et culturelle de la Belgique et de sa capitale Bruxelles, les auteurs montrent qu'il n'y a pas face à face un peuple wallon et un peuple flamand, mais bien des travailleurs (néerlandophones et francophones) face au patronat. L'extrême droite nationaliste flamande (Vlaams Belang, N-VA) met en exergue les brûlantes questions identitaires pour dissimuler cela. Les véritables objectifs des nationalistes sont ceux du patronat : faire reculer les droits des travailleurs et faire baisser les salaires.

Destinée aux Belges bien sûr, cette brochure mérite d'être lue par des Français soucieux de comprendre la crise belge. Mais au delà, les auteurs montrent bien les deux logiques sous-jacentes : la compétition contre la solidarité. Pour imposer la compétition entre les régions, l'Union Européenne participe activement au démantèlement des échelons où les luttes sociales ont imposé des solidarités au fil de l'histoire. La crise de la nation belge n'apparaît plus dès lors si absurde aux yeux des Français… ■



Nous, Princesses de Clèves

RÉGIS SAUDER (DOCUMENTAIRE)

Par **Cécile Baron**

Dans les quartiers Nord de Marseille, les élèves de première et terminale du lycée Diderot lisent, jouent, font vivre l'ouvrage de Madame de Lafayette. Les amours et les intrigues de la cour d'Henri II trouvent un écho tout particulier dans le grand hall de cet établissement classé ZEP. Mona, Sarah, Manel, Cadiatou ou Anaïs posent une analyse lucide et époustouflante de maturité sur leur condition et celle de leurs parents. Tout en dressant un parallèle entre leur propre expérience amoureuse et celle de la Princesse de Clèves, ils abordent la culture, les rapports parents-enfants, la religion, l'intégration. Une séquence particulièrement riche est celle de leur visite au Louvre à Paris, l'émerveillement (« C'est comme une cascade ») et la conscience de l'importance de cette École qui leur donne accès à cette culture : « Moi je suis heureuse d'avoir vu le Louvre, parce que nos parents ils ont d'autres préoccupations, payer le loyer, nous donner à manger, ils n'ont pas le temps ni les moyens de nous amener dans les musées ou au théâtre ». Et étrangement, alors que la parole est libre, belle et précise devant la caméra pour aborder des thèmes complexes et personnels, le langage devient confus et désorganisé lorsqu'il s'agit de préparer l'oral du bac de français face à une professeure pourtant bienveillante et à l'écoute ; comme si l'exercice scolaire rendait ces élèves démunis et méfiants vis-à-vis d'un système reflet d'une société qui les enferme dans les clichés alors que comme le dit Wafa : « des textes faciles pour des gens comme nous, je déteste, on a tous un cerveau il suffit de le mettre en marche ».
On a envie de se dire que l'école est bien la meilleure arme contre la sclérose intellectuelle que cherche à nous imposer le gouvernement actuel. Les élèves veulent apprendre et les enseignants veulent enseigner, transmettre les savoirs, éveiller la curiosité, construire l'émancipation. Pour une école qui s'adresse à ceux qui n'ont que l'école pour apprendre. ■

Bientôt nous aurons faim !

Pascal Gallodé éditions, 2011

GÉRARD LE PUILL

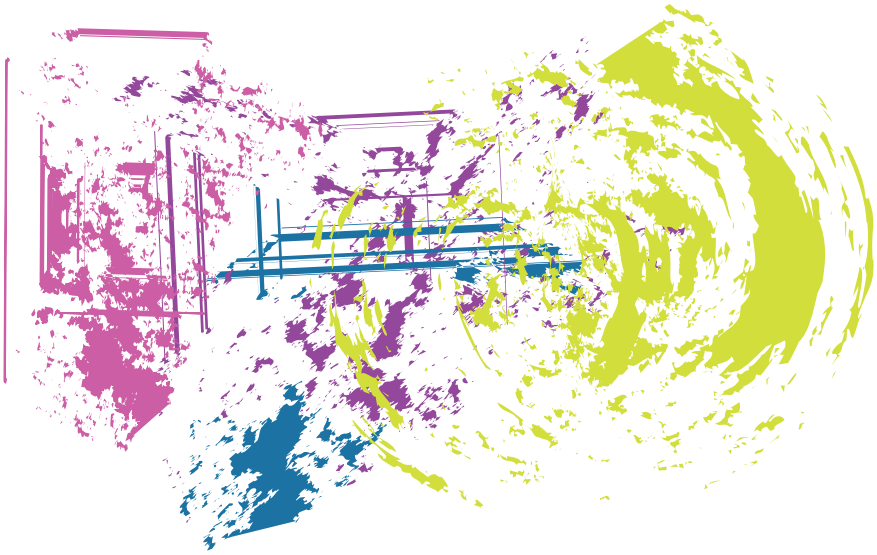
Par **Ivan Lavallée**

Voici sans doute le livre de chevet de tout citoyen soucieux à la fois d'écologie et d'humanité. Il s'agit là de notre assiette et de son contenu. Montrant en quoi la logique du capitalisme mondialisé mène l'humanité à la famine dans un proche avenir, il éclaire en même temps quelques sérieuses pistes pour concrètement faire du « en commun », du communisme, tant il est vrai qu'on ne peut s'en sortir qu'ensemble, et qu'en France on a encore des atouts pour commencer. Cet ouvrage n'est pas résumable tant il est dense et documenté, il faut le lire et tout projet de société émancipatrice se doit d'en tenir compte. Gérard Le Puill, ancien paysan lui-même, devenu journaliste après être passé par la case « prolétaire d'usine » et avoir fait l'expérience concrète de la lutte des classes, sait de quoi il parle. Ce livre est composé de deux parties. La première fait un bilan terrifiant de la situation, en particulier en France : *Le « candidat du pouvoir d'achat » a pillé le monde paysan » et « jamais les intérêts agricoles de la France n'ont été aussi mal défendus à Bruxelles que depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée […] Nous avons affaire, à Bruxelles, à une équipe de fous furieux qu'il faudrait combattre en permanence avec beaucoup d'énergie ». Dans la deuxième partie, l'auteur pose en termes simples les problèmes à résoudre : « Pour nourrir durablement une population mondiale en constante augmentation jusqu'en 2050 environ, l'agriculture va devoir produire plus. Dans le même temps, il lui faudra émettre moins de gaz à effet de serre par calorie produite et transportée ». Il avance quelques idées de bon sens paysan : « le contexte planétaire va imposer la nécessité des productions vivrières de proximité dans toutes les régions du monde, y compris chez nous […] Concrètement, cela veut dire que je commence par faire tout ce que je peux faire avec les moyens locaux, et après seulement, je pose la question de ce que j'importe ». Ce qui nous renvoie à la démocratie selon Montesquieu : « Le peuple qui a la souveraine puissance doit faire par lui-même tout ce qu'il peut bien faire... ».*
Pourquoi produit-on, pour le profit ou pour répondre à des besoins ? Qu'est-ce qu'on produit ? Et comment le produit-on ? La question fondamentale du mode de production et d'échange est ici posée. Il est vital de la résoudre sous peine de famine. ■

Par **Vincent Cespedes***

L'alchimie humaine

Il ne peut y avoir de révolution sans révolution philosophique. Toute révolution est l'actualisation d'une philosophie, l'événement philosophique.



● Dans un livre de 2006, vous avez titré « Mélangeons-nous, enquête sur l'alchimie humaine », quel serait alors votre approche du multiculturalisme ? Posez-vous une distance ou une proximité philosophique avec ce concept ?

Vincent Cespedes : Il y a une proximité évidente car c'est une philosophie de la mixité. De toutes les mixités : mixité sociale, des classes sociales, des cultures, des horizons de référence multiples et variés et la mixité des êtres humains. C'est même du « sur-mixisme ». Ce n'est pas une mixité qui se situerait au niveau purement moléculaire des individus entre eux. C'est pour moi la définition même de l'être humain. Je fais rentrer la mixité dans l'identité humaine, dans l'identité même du sujet. Aussi, il y a selon moi un problème de mixité avec moi-même : de par nos abords différents, nos parents, nos proches, ce qu'on a reçu comme valeurs contradictoires. Un problème de mixité en soi-même donc. Je prône donc un multiculturalisme étendu, presque ontologique. Le mélange est d'abord un mélange de soi à soi et de soi avec l'autre dans l'intimité. Ce qu'on peut étendre ensuite au politique. Le multiculturalisme est pléonastique, il m'est évident que tout est mutliculturel car l'individu lui-même est multiculturel. Je dissous la question en fait. La « mono-culture » n'existe pas au niveau de l'individu du fait de cette complexité qui existe en nous, Montaigne disait « un honnête homme est un homme mêlé » : soit autant de paysages dans un être humain qu'il y a d'hommes qui cohabitent. Ce brassage multiculturel existe, on le voit bien, dans le rêve. Dans les différents âges de la vie qui nous habitent : nous sommes l'enfant de cinq ans, l'adolescent révolté, l'adulte qui a renoncé à ses rêves, etc. C'est une philosophie qui empêche la question du multiculturalisme dans le sens où tout le monde est multiculturel. Le principe politique de cette philosophie consiste à dire : qui sont ces fous qui s'imaginent qu'il y a de la « mono-culture » et se revendiquent d'une seule identité et rejettent tous ce qui ne répond pas à ce critère ? La nouveauté et la diversité font intrinsèquement partie de l'identité humaine. C'est plus fort que tout « anti-racisme » car je montre que ce multiculturalisme propre à tous est ontologique. L'Autre est déjà en moi, car il y a un métissage qui existe déjà en nous-mêmes. On ne peut pas selon moi trouver d'atome de culture.

C'est pourquoi chaque mot est un symbole infini. Je mets une constellation de sens derrière chaque mot. Que signifie le mot « breton » ? Une connexion affective liée à ma grand-mère, une forme de résistance familiale chauvine, une langue de poésie, de guerre ? La langue bretonne a autant d'aspects culturels qu'il y a d'individus qui parlent le breton. Il y a autant de cultures bretonnes que de bretons dans ma vision. Nous devons donc faire face à un grand problème de langage, d'étiquetage. Si je vous donne par ailleurs le mot « mer », nous pourrions en parler des heures. La couleur elle-même du mot « mer » implique toute une série de rêves et de symboles, votre océan à vous, la couleur bleue dans votre ordinateur intime comprend plusieurs archivages : un accident impliquant une voiture bleue, un blason, une couleur politique, les yeux bleus de votre premier amour. La couleur bleue devient donc multiculturelle, foisonnante, infinie. A partir de cet infini, la question est de savoir comment se rencontrer. Sur quelles bases se rencontrer si les mots sont appropriés par les individus et ne sont plus figés dans le dictionnaire ? On tend ainsi vers le grosso modo. « Breton », c'est être grosso modo tel ou tel.

● Vous semblez donc dépasser, et même supplanter, l'approche multiculturaliste ?

V. C. : C'est effectivement un dépassement radical. J'appelle ce dépassement « le mixisme » techniquement, comme vision totalisante du Monde et non une idéologie dans la mesure où il n'y a pas d'applications. Assez proche en un sens de la pensée d'Héraclite dont l'Occident, prisonnier du langage, ne rend pas suffisamment compte. Être et ne pas être sont liés, ce qui s'oppose à Parménide (autre portique de la philosophie antique grecque) et son principe de non contradiction : être et ne pas être sont au contraire séparés. La grande force et faiblesse est d'avoir cru aux mots et au langage, de l'avoir totémiser, notamment par l'écrit. Enquête sur l'alchimie humaine traduit cela, la matière est insaisissable

et en transformation permanente. C'est la métaphore d'un frayage continu de la matière avec elle-même. Comme une dialectique étendue et radicale qui touche l'identité. Henri Lefebvre est un maître en la matière. Il a été déterminant dans mon livre sur 68. Je crois à ce titre que la révolution et la philosophie sont la même chose. Il ne peut y avoir de révolution sans révolution philosophique. Toute révolution est l'actualisation d'une philosophie, l'événement philosophique. La révolution purement ou strictement politique ne marche pas. Je dois viser un objet. C'est valable pour l'utopie. L'idée que je crée l'objet dans l'acte même de comprendre, la « transduction », je pense un objet et je le pose comme existant pour le comprendre. Comme un objet extérieur du Monde. Je suis familier de ces philosophes qui pensaient que dans une flamme de chandelle il y a le monde qui se reconstitue. C'est une forme de dialectique quantique appliquée à l'identité. Ce qui ringardise les débats actuels sur la diversité. Même si je comprends que ce soit une réaction par rapport à une violence et des discriminations bien réelles. On ne saurait selon moi se figer ou se « totémiser » dans un mot. Quand on dit je suis, c'est toujours je deviens. Sauf pour Descartes pour qui le néant n'a pas de propriétés. Toutes les institutions « totémisées » éclatent ici. Le « je suis » identitaire n'est qu'une réduction sémantique. Je me sens par exemple très noir, de la même manière que quand je me trouve dans les pays arabes je me sens maghrébin. C'est un autre rapport à l'altérité que je pose et qui redéfinit le questionnement. Tout autre s'impose dans une altérité et une « mêmeté » maximales, étant entendu que l'autre peut aussi faire entrer en lui les mêmes ingrédients que moi. Il y a donc toujours du « jeu ». Le moi-même n'existe pas, s'il y a un autre dans moi-même c'est que je suis un peu l'autre. Notre micro-rencontre fait par exemple que vous allez habiter peut-être mes pensées, mes rêves, je me reconnais en vous. On se « rentre dedans » en quelque sorte. Mais je n'abandonne pas comme d'autres le concept d'identité car il y a une identité pour moi dans la mesure où il y a du langage et que je dois pouvoir dire « je ». La linguistique est importante, la responsabilité est aussi de pouvoir dire « c'est moi ». Mais je mets de l'ironie dans l'identité, le « je » est un je(u). Un « je » toujours en train d'être autre. Une essence est linguistique pour moi. Ce n'est ni l'existence ni l'action qui me déterminent. La vie et l'affect sont alors synonymes, c'est une forme de vitalisme. Ce qui fonde l'identité c'est l'affect. Ce qui fait que je me mélange aux autres, c'est l'émotion en commun partagée. Entre deux identités il y a d'abord de l'affect qui circule. La raison ne s'oppose pas à l'affect chez moi. C'est de même l'affect qui fait qu'on parle. On communique pour digérer ce qu'on vit et non pour transmettre une information. Le film *Seul au Monde* l'illustre bien, Robinson, n'en pouvant plus d'affronter la solitude extrême dans laquelle il est plongé, humanise son ballon de volet « Wilson» et lui parle pendant quatre ans. Il « télécharge » son émotion dans ce ballon de volley. Et quand Wilson, depuis son radeau de fortune, tombe à l'eau, il n'hésite pas à sauter pour tenter de le sauver et semble perdre à ce moment l'être le plus cher. Ce besoin vital de communiquer est rendu de manière très crédible dans plusieurs séquences.

La plus grande aliénation de nos jours c'est l'imaginaire. On imagine là où on nous dit d'imaginer. Se dire blanc, le débat sur la couleur de peau... tout cela est de l'imaginaire. On fait trop confiance aux mots, on les « fétichise » et on y croit. On est conditionné par cet imaginaire alors qu'il faudrait se le réapproprier. Pourtant l'identité c'est croire sans y croire. L'ambigüité de l'enfant le montre bien. Dans la cour de l'école et quand il joue en projetant un tigre dans la montagne, il y croit sans y croire. C'est cette ambivalence là vers laquelle il faudrait tendre pour l'identité. Il faut remettre du jeu, du leste, de l'alchimie.

● **Un autre de vos ouvrages est consacré largement à Mai 68. Quelle perception avez-vous de ce moment, disons exceptionnel et novateur, dans l'histoire récente ? Quelle pente, selon vous, devrait épouser la politique pour jouer pleinement et authentiquement son rôle ?**

V. C. : Je constate que la politique manque d'imaginaire. Tous les slogans sont pourtant liés à l'imagination : Désirs d'avenir, Tout est possible... Mais dans les discours il n'y a pas plus de vision que d'utopie. L'affect n'est pas présent, alors que nous en avons besoin pour mobiliser ; dans tous les grands hommes et mouvements politiques il y a avait de l'utopie, une vision. La résistance était une utopie : on va un jour sortir de l'occupation, elle va se terminer ! Entourés de nazis, il faut être utopiques. La politique, selon moi, doit dire et penser le Monde d'après. Dans 20 ans il se passera ça. Alors que nous n'avons aujourd'hui aucune perspective. Nous ne faisons bien souvent que condamner, le chômage etc. alors qu'il faudrait plutôt dire : tel sera le Monde de vos petits-enfants. C'est ce qu'a réussi Obama. En utilisant un imaginaire très réel. Le bouddhisme dans son versant occidental, le yoga, la psychanalyse... ont d'autre part développé et maintenu ce « réalise ou regarde toi déjà toi-même ! ». Le courant « psy » depuis 1973 a en un sens tué la politique. En 1968, on ne se posait pas la question de « papa-maman » pour caricaturer, on était là pour parler de l'écologie, des ouvriers, de savoir comment on va changer le Monde. Ils étaient dans l'imagination au pouvoir.

Des débats où les ouvriers parlaient aux étudiants et se demandaient : qu'est-ce qu'on fait demain ? On arrête les machines et on réfléchit : qu'est-ce qu'on veut ? Où on va ? Un capitalisme effréné dans sa forme actuelle ou future, est-ce ce que nous voulons ? Ces gens étaient pris dans une explosion philosophique où on repense la civilisation. Et quand la civilisation se pense elle-même, c'est de la philosophie. En ce sens Mai 68 est un fait philosophique majeur et ils ne sont pas nombreux. Cela a été également une énergie métaphysique, spirituelle et politique sans égal.

Mai 68 a par ailleurs réalisé que la démocratie vivante se joue dans les micro-désobéissances, mises bout à bout elles nous permettent instantanément de refaire le Monde et de vérifier où j'engage ma liberté. Tout cela a été dévoyé quand on est revenu par la suite aux préoccupations exclusives et mondaines de son petit nombril, imputables à quarante ans de dictature « psy », de change-toi toi-même avant de changer le Monde, de réactions à 68, le divan a ainsi absorbé la rue. Ils ont étouffé la révolution et l'intelligence collectives dans l'auto-psychologique. ■

Entretien réalisé par
Nicolas Dutent

* **Vincent Cespedes** est un philosophe et un écrivain français. Analyste de la nouvelle jeunesse et intervenant régulièrement dans les débats de société, sa philosophie se présente surtout comme un néo-vitalisme humaniste, reliant l'intime et le politique, où les notions de mélange humain, d'effectif et d'affectif, d'onde de choc et d'onde de charme forment une grille de lecture dynamique des relations interpersonnelles (amour, bonheur, sexisme...) des institutions (orthographe, « encouplement « , aliénation...) de l'entreprise, de la création de sens, de la société et de la philosophie elle-même – la puissance autocritique d'une civilisation.

« Être Communiste c'est

Le Tiers Monde c'est la zone des tempêtes » : le capitalisme ne peut pas répondre aux problèmes fondamentaux auxquels se heurtent ces pays. La révolte couve en permanence et éclate parfois…

ENTRETIEN AVEC **SAMIR AMIN,**
économiste franco-égyptien.
Son œuvre aborde les questions d'émancipation, de l'internationalisme et de la voie vers le socialisme sans jamais figer sa pensée dans un produit définitif.
Parmi ses ouvrages :
Le développement inégal, Ed. de Minuit, 1973.
L'Éveil du Sud, Le Temps des cerises, 2008.
La loi de la valeur mondialisée, Le Temps des cerises, 2011.

● Le monde arabe est traversé, depuis janvier, par un mouvement social puissant. Assiste-t-on à la seconde vague des luttes pour l'émancipation, celle que vous appelez de vos vœux dans vos ouvrages les plus récents ?

Samir Amin : En 2009, quand j'écris *« Sur la crise »*, cette seconde vague avait commencé, en Amérique latine et au Népal, mais elle n'avait pas encore touché d'autres régions du monde. Voilà que le vent souffle sur le monde arabe. Oui c'est bien la deuxième vague des luttes pour l'émancipation. Mon analyse de 2009 n'était pas erronée : le capitalisme des monopoles généralisés, nouvelle étape du capitalisme sénile, devait se solder par une révolte généralisée des pays de la périphérie, c'est à dire de la majorité du monde. Mao disait *« Le Tiers Monde c'est la zone des tempêtes »* : le capitalisme ne peut pas répondre aux problèmes fondamentaux auxquels se heurtent ces pays. La révolte couve en permanence et éclate parfois … Mais les tempêtes ne sont pas la révolution et surtout pas la Révolution comme on l'avait imaginé dans la tradition du marxisme historique : dirigée par une « avant garde », avec un bloc de classe populaire solidaire et un programme précis d'alternative. C'est plutôt de manière chaotique et avec toutes les contradictions que cela suppose. On le voit particulièrement en Égypte.

A l'heure actuelle en Égypte il y a une vague de lutte populaire pour une démocratie authentique, c'est à dire non réduite au pluripartisme mais une démocratie dans l'organisation de la vie économique et sociale. Une démocratie dans la vie quotidienne. Il y a des revendications très précises. Des revendications économiques, pour les salaires, des revendications sociales, la santé pour tous, l'école gratuite, le logement.

La dimension anti-impérialiste du mouvement populaire est aussi très forte, c'est ce que craignent par dessus tout les puissances impérialistes. Ce ne sont pas des révolutions démocratiques pro-occidentales comme les fausses révolutions jaunes oranges ou vertes de l'Europe de l'Est. Il y a un refus de l'insertion dans le contrôle militaire de la planète par les États-Unis, l'OTAN et quelques autres. Un refus du soutien tacite au programme d'expansion coloniale d'Israël dans les territoires occupés.

C'est un mouvement démocratique, anti-impérialiste et social donc… mais pas nécessairement socialiste. Ce bloc populaire se constitue hors des sentiers battus de notre tradition, avec une multiplicité d'organisations, de partis, de syndicats et le réseau des « comités populaires » de tous les quartiers. Face à ce bloc populaire il y a le bloc réactionnaire, très cohérent lui, avec des appuis extérieurs très clairs. Ce sont les États-Unis, et l'Europe qui suit derrière, les pays du Golfe et Israël dont la politique d'expansion dans les territoires occupés ne peut tenir que si elle est entourée de régimes policiers incapables de soutenir le peuple palestinien.

Dans ce bloc il y d'abord les classes capitalistes urbaines, corrompues et subordonnées au capitalisme américain et européen. Mais il y a aussi les paysans riches, issus des réformes agraires de Nasser. Ils représentent 30 % de la paysannerie. C'est la base objective des mouvements islamistes, notamment des Frères Musulmans.

● Le « bloc populaire » est-il suffisamment armé – théoriquement et socialement – pour résister à la réaction ?

S. A. : Je suis optimiste sur le long terme, mais je ne veux pas être béat et naïf. Les

être internationaliste »

comités populaires des quartiers ont une importante capacité de mobilisation : ils rassemblent plusieurs centaines de milliers de manifestants sur le boulevard El-tahrir chaque vendredi. Mais ils sont très faibles dans leur analyse, ils savent ce qu'ils ne veulent pas mais ils ne savent pas quelles alternatives avancer. Les islamistes savent jouer sur ces faiblesses, car le discours religieux moralisant peut paraître satisfaisant.

● Dans votre œuvre, la question agraire tient une place centrale. Vous expliquez que le capitalisme n'a rien à offrir d'autre aux paysans africains qu'un humanitarisme intéressé. Face à cette situation, on a l'impression qu'aucune alternative politique et sociale n'émerge aujourd'hui en Afrique de l'ouest…

S. A. : Je n'ai pas une vision aussi pessimiste. Dans plusieurs pays, le processus d'expropriation des paysans s'accélère. Une résistance s'organise, il s'agit de mouvements paysans organisés qui ne sont plus négligeables dans l'éventail politique, comme au Sénégal par exemple. Ce qui manque toujours c'est un bloc historique qui se constitue avec les classes populaires urbaines et une partie des classes moyennes.

Mais d'autres pays, comme la Côte d'Ivoire sont restés en dehors de ce mouvement. Toute la période d'Houphouët-Boigny et de ses successeurs a été celle de la dépolitisation, associée à une croissance économique importante, relativement partagée même avec les immigrés. Cette dépolitisation peut expliquer la dérive ethnique d'aujourd'hui, en Côte d'Ivoire ; une dérive que Ouatara a manipulée comme Gbagbo. Le pays est coincé dans un conflit qui n'a pas de sens et qui risque de se poursuivre quelle que soit l'issue concernant les différents leaders politiques.

● Les pays émergents, la Chine en particulier, entretiennent des relations économiques de plus en plus étroites avec l'Afrique. Doit-on parler d'un nouvel impérialisme ou est-ce l'occasion de sortir du tête à tête avec les anciennes puissances coloniales ?

S. A. : Il n'y a pas d'autre impérialisme que celui de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon). Ni la Chine, ni l'Inde, ni le Brésil ne sont des puissances impérialistes. C'est de la démagogie de dire cela. Ce qui ne veut pas dire que ce soit des pays dont la politique extérieure est magnifique et indiscutable.

Les occidentaux viennent en Afrique, ils imposent comme conditions la capitulation intégrale, la politique de la porte ouverte, la libéralisation économique. Les chinois disent « Nous voulons du pétrole, quelles sont vos conditions ? ». Cela ouvre de nouvelles perspectives si dans les pays africains il y a un pouvoir légitime, crédible, populaire, capable de négocier. C'est à dire des blocs historiques alternatifs nationaux démocratiques et populaires. Alors on peut entrevoir une grande alliance du sud. Face à un impérialisme déterminé à conserver ses positions de domination à l'échelle mondiale, non pas seulement économiquement mais aussi militairement, cette grande alliance est impossible avec les gouvernements autocratiques en place ni même avec les pseudo-démocraties vulgairement alignées sur les positions occidentales.

● Vous dites « Être communiste, c'est être internationaliste », qu'est-ce que c'est « être internationaliste » aujourd'hui, d'après vous, pour un communiste français ?

S. A. : L'internationalisme à l'échelle mondiale ne peut être fondé que sur l'anti-impérialisme, pas sur le discours humanitaire démocratique. Son point de départ doit être une analyse lucide de la domination du grand capital des grands monopoles généralisés, c'est à dire des intérêts de l'impérialisme. C'est la dimension fondamentale de la question internationaliste.

Une autre question vous concerne plus directement, vous, les communistes français : c'est la question de l'internationalisme à l'échelle européenne. Je crois qu'« une autre Europe » ne peut être construite que si l'on déconstruit l'Europe actuelle. Le discours de la gauche sociale démocrate est dominé par l'idée que l'Europe actuelle pourrait évoluer vers une « Europe sociale ». Cette idée me paraît naïvement réformatrice. Toute l'Europe a été construite d'une façon systématique pour n'être que l'Europe des monopoles dominants, et elle ne peut pas être autre chose.

Les nationalistes chauvins de différents pays, comme tous les fascistes sont des menteurs, ils cherchent à éviter une alliance internationaliste des classes populaires, restent au service du capital des grands monopoles dominants en cas de succès. Mais on peut aussi déconstruire l'Europe en la dépassant par des alliances mais des alliances de combats des classes populaires européennes.

● Mais de quelle organisation l'internationalisme a-t-il besoin ? Quelle organisation faut-il pour le mouvement communiste international ? Vous étiez à Dakar cette année, les forums sociaux peuvent-ils être cette organisation ?

S. A. : C'est la question fondamentale. Les forums sociaux sont ce qu'ils sont : s'y s'expriment de manière dominante la protestation. C'est une bonne chose, tout commence par le refus de ce que le capital impose. Il y a le Forum mondial des alternatives (www.forumsdesalternatives.org) ; nous n'avons pas choisi ce nom par hasard… il ne faut pas une organisation qui donnent des « directives », mais des alternatives pour approfondir le débat à partir duquel pourront émerger des stratégies d'alternatives positives.

Pour cela nous avons besoin d'une organisation. Non pas d'une organisation hiérarchisée, avec un pays égal un parti, le bon, les autres étant soit des traîtres soit des incapables ; mais une multiplicité, ou en tous cas plusieurs organisations, partis politiques, syndicats, organisations populaires… anticapitalistes, pas seulement anti-néolibérales. Finalement nous avons besoin d'une V^{e} internationale qui serait plus proche, dans des conditions historiques évidemment très différentes de la I^{re} internationale, celle de Marx. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR TÉLÉPHONE PAR
AUGUSTIN PALLIÈRE EN AVRIL 2011

Exceptionnellement, au titre de l'histoire immédiate, nous avons choisi de publier cet entretien dans la rubrique "histoire".

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une actualité scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

L'éthique des TIC

La maîtrise des TIC est un enjeu aux multiples facettes. Bien qu'introduisant une contradiction de principe dans l'économie capitaliste, elles sont déterminantes pour le capital, en particulier états-unien, particulièrement pour le contrôle de la création intellectuelle et la marchandisation de l'information.

***Ivan Lavallée** est professeur des universités (Paris-VIII/EPHE), co-auteur de *Cyber-Révolution*[1], Paris 2011, Le Temps des Cerises."

Les TIC (Technologie de l'Information et de la Communication), c'est la fusion en un système unique des technologies de la communication et de l'informatique. Là où on a cru voir une révolution informationnelle, sans doute vaut-il mieux parler de "révolution numérique" ou peut-être électronique. En effet, on sait depuis Leibnitz (1646-1716) que tout objet est représentable par une séquence de deux symboles répétés autant de fois que nécessaire. L'électronique a permis de systématiser cette façon de faire et partant d'unifier les deux technologies.

LES ENJEUX DU CONTRÔLE DES TIC POUR LES ETATS-UNIS

Fidèles à leur sens pratique, les Etats-Unis appliquent de façon pragmatique les enseignements du marxisme. Ils ont intégré depuis longtemps l'idée que le développement impétueux des forces productives était essentiel pour dominer le monde. Aujourd'hui ce développement passe bien souvent par la maîtrise des informations et de la communication. Un aspect occulté de la mise en dépendance par rapport aux USA, c'est l'imposition de leur sabir, avec la complicité des "élites" locales. Il n'est pas une campagne de publicité ou un jeu télévisé qui n'emploie des termes empruntés à l'anglo-américain. La campagne "smiles" de la SNCF (société nationale...) en témoigne, comme l'impossibilité de mettre des lettres accentuées dans les adresses internet alors que techniquement, rien ne s'y oppose.

LA STRATÉGIE ÉTATS-UNIENNE DE DOMINATION MONDIALE

La stratégie mondiale de domination des Etats-Unis s'appuie sur quatre piliers : le contrôle des ressources énergétiques, des ressources alimentaires, des flux financiers, et enfin le contrôle total de l'information sous toutes ses formes, et plus généralement, le contrôle de l'innovation technologique Aujourd'hui, c'est bien ce dernier point qui est le plus stratégique pour les dirigeants états-uniens car il conditionne dans une large mesure tous les autres. C'est ce qui a déterminé l'administration Clinton à mettre en place le PITAC (Program Investigation Task Advisatory Comitee), un comité doté de moyens financiers considérables et qui n'a à répondre de ses activités qu'au Président.

L'impétuosité de la diffusion des TIC entraîne nombre de situations de ruptures technologiques, économiques et organisationnelles qui favorisent la prédation économique au niveau mondial. L'implication de la Maison Blanche dans le soutien total, économique, financier et politique au développement des TIC n'est pas fortuite au pays des chantres du libéralisme économique... pour les autres ! Il n'est pas innocent que les centres "racines" du réseau des réseaux, internet se trouvent presque tous physiquement aux Etats-Unis et que ceux-ci refusent d'en partager le contrôle, fut-ce avec l'ONU.

L'IMPACT SUR LES ENTREPRISES

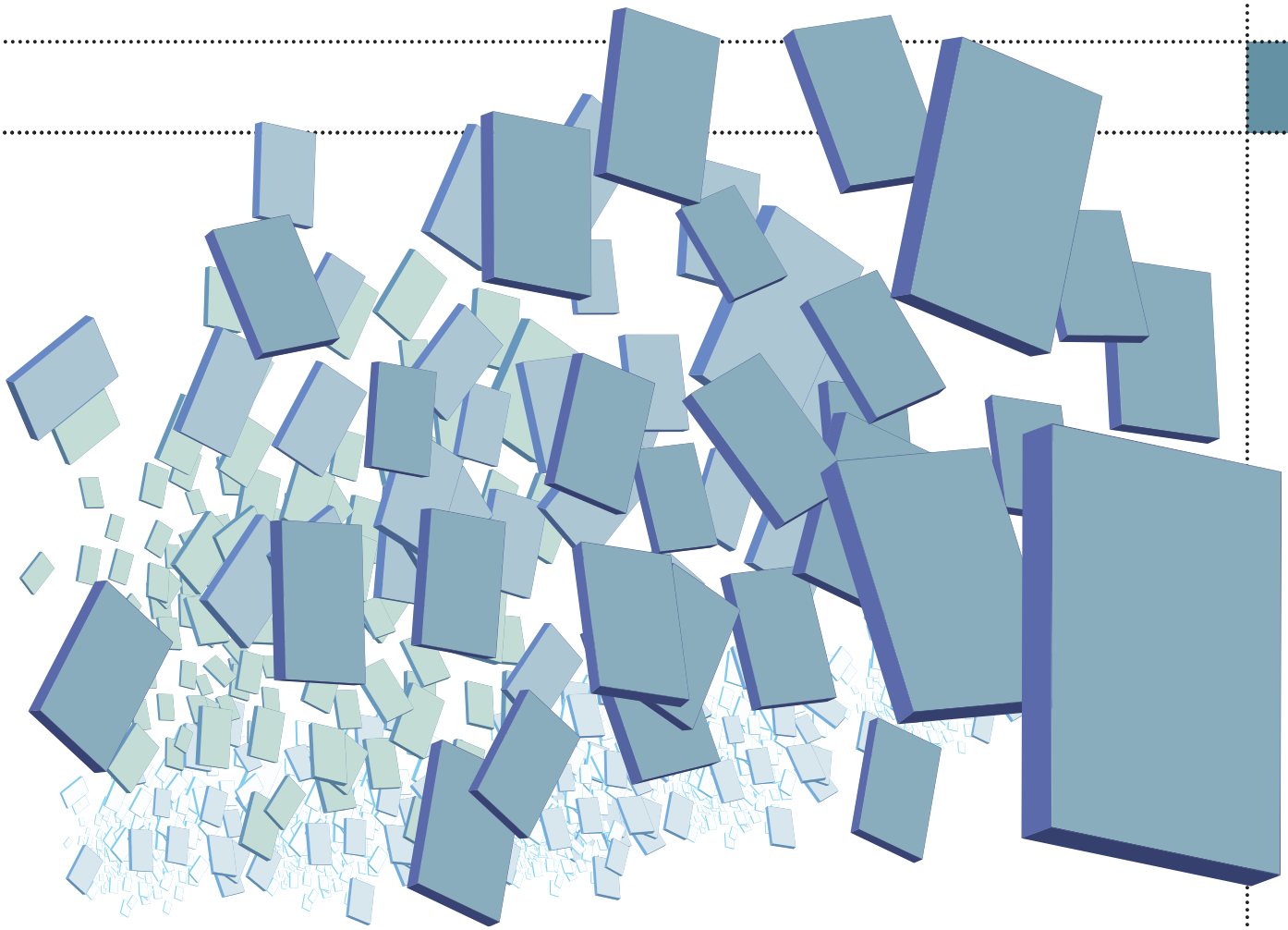
Le développement des TIC, en particulier la mise en réseaux, permet pour nombre d'entreprises d'optimiser leurs circuits de communication, interne entre les différentes unités de production, externe avec les clients et les fournisseurs.

La localisation de l'usine ou du laboratoire a beaucoup moins d'importance. Ainsi, la mise en réseau permet la maintenance et le dépannage à distance des ordinateurs, le gardiennage et la surveillance distants, le diagnostic médical. Tout le système bancaire est bouleversé. La mise en réseau des terminaux monétaires a engendré des gains substantiels pour les banques. L'utilisation d'Internet pour les transactions entraîne des économies de l'ordre de 80% par rapport aux transactions traditionnelles. Par ailleurs pour ce qui est des transactions boursières, on peut imaginer le degré de réactivité – donc aussi d'instabilité – que cela permet, lorsque des milliers de milliards changent de mains en quelques microsecondes au gré des exigences de rendement financier des fonds de pension.

Ainsi les TIC sont-elles considérées comme l'outil idéal du libéralisme sans frein. Elles permettent une organisation réactive et flexible des entreprises, par la liaison qu'elles autorisent avec les clients et les fournisseurs. Les TIC permettent aussi aux transnationales, comme leur nom l'indique de se passer du cadre national. Ce sont ces multinationales aujourd'hui qui "jouent" contre l'idée même de nation de façon à déposséder les citoyens de tout pouvoir réel. La construction européenne en est l'exemple type. C'est au mouvement révolutionnaire de reconquérir et rénover le concept et la réalité de la nation.

L'IMPACT SUR LE STATUT DE LA CRÉATION INTELLECTUELLE

Toute création intellectuelle (livre, disque, image, photographie, cinéma, vidéo...) est aujourd'hui en libre-service et copiable par qui le souhaite. Le prix d'un graveur



de CD, ou de DVD, est dérisoire. Les transactions commerciales sur Internet sont à la merci de n'importe quel pirate un peu évolué. Il faut développer des trésors d'imagination, mobiliser des armées de programmeurs, de mathématiciens ou de juristes (cryptage, protection des œuvres et droit d'auteur...) pour détourner le réseau internet de son rôle premier de mise en communication libre et sans entrave. Le caractère marchand de la création intellectuelle est remis en cause et il faut des trésors d'ingéniosité pour le maintenir.

DROIT D'AUTEUR ET CRÉATION

Il s'agit aussi d'arguties liberticides. Ainsi Dimitri Sklyarov a-t-il été arrêté par le FBI, l'été 2001 (libéré depuis), comme un dangereux terroriste suite à une communication publique dans une conférence internationale sur la façon dont sont cryptés des fichiers dits « *.pdf » au nom de la loi états-unienne « 1998 Digital Millenium Copyright Act ». Dimitri Sklyarov n'avait pas le droit de soulever le capot pour voir comment est fait le moteur et expliquer comment on peut le démonter. Pire, en 1999, l'agence policière norvégienne a arrêté dés sa majorité un jeune homme pour avoir conçu lorsqu'il avait 15 ans (en 1999) un programme, sous système linux, qui lui permettait de lire des DVD sur son ordinateur. Le prétexte en étant que, pour ce faire, il avait dû lui aussi aller voir comment étaient cryptés les DVD. C'est l'exemple type des manœuvres utilisées pour rendre marchand un média qui, par nature, ne l'est pas. C'est une illustration de ce qui peut se passer si on ne réagit pas aux lois sur les copyrights ou les brevets. Ces lois scélérates brident l'accès à la connaissance.

Une rumeur circule sur le web. SFR favoriserait le passage par ses serveurs pour ses clients et pénaliserait les autres de façon à les obliger à payer. Nous y sommes. On se posait la question depuis quelques années, de savoir comment les fournisseurs d'accès et les détenteurs des clés d'internet allaient pouvoir nous faire payer un "timbre" électronique pour chacun de nos mels (message électronique). Nous y sommes presque.

Certains, à l'apparition de Wikipédia, "l'Encyclopédie Libre", ont cru à la diffusion d'une information libre et non faussée, c'est oublier que le choix de la publication – ou non –, sa mise en forme, ne sont pas innocents. En la matière, et même en sciences, l'exposé est enjeu idéologique. Ainsi en est-il de façon flagrante dans les pages consacrées à l'histoire contemporaine. Wikipédia n'est pas neutre, ni impartiale. Les éditeurs responsables des rubriques sont pour l'essentiel anonymes, prennent des décisions de censure. L'information est bel et bien un enjeu politique. Ce n'est pas Jimmy Wales, fondateur de Wikipédia, dont la proximité avec les représentants des grandes multinationales du réseau des réseaux et de l'informatique n'est un secret pour personne, qui me démentira.

PARADOXE: UNE SOCIÉTÉ SANS MÉMOIRE ?

L'informatique devient la mémoire de l'humanité. Lorsqu'elle manipule des connaissances, certains l'appellent Intelligence artificielle. Elle investit tous les secteurs de l'activité humaine, des arts à la science en passant par la cuisine, la littérature et le jeu. De la rédaction d'un livre à l'élaboration d'un médicament en passant par la conception d'une œuvre cinématographique ou le dépannage d'une ligne de production automatisée, l'informatique est omniprésente. Il s'agit là sans aucun doute d'une évolution aussi importante dans l'histoire de l'humanité que l'apparition de l'écriture. Wiener, père de la cybernétique, disait "l'information c'est l'information, elle n'est ni matière ni énergie", certes, mais il faut bien l'enregistrer quelque part, ne serait que sur une feuille de papier. Avec l'électronique, l'information est enregistrée sur des supports magnétiques dont la durée de vie quoi qu'on fasse dépassera péniblement les cinq ans. Il y a là des inquiétudes à avoir sur la pérennité de la mémoire et son archivage. ■

1/ Lire Cyber Révolution éd. Le temps des cerises Paris 2002.

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES

Patrice Bessac
Repsonsable national du Projet
projet@pcf.fr

Stéphane Bonnery
Formation/Savoirs, éducation recherche
stephane.bonnery@wanadoo.fr

Nicolas Bonnet
Sport
nbonnet@pcf.fr

Hervé Bramy
Ecologie
hbramycg93@wanadoo.fr

Ian Brossat
Sécurité
ian.brossat@paris.fr

Laurence Cohen
Droits des femmes/Féminisme
cohenperdrix@gmail.com

Xavier Compain
Agriculture/Pêche
jyoudom@pcf.fr
ssimonin@pcf.fr

Olivier Dartigolles
Europe
odartigolles@pcf.fr

Yves Dimicoli
Economie Finances
ydimicoli@pcf.fr

Jacques Fath
Relations internationales, paix et désarmement
jfath@pcf.fr

Olivier Gebhurer
Enseignement supérieur et recherches
olivier.gebhurer@wanadoo.fr

Jean-Luc Gibelin
Santé Protection sociale
jean-luc.gibelin@orange.fr

Isabelle De Almeida
Jeunesse
isabelle.dealmeida@numericble.fr

Fabienne Haloui
Lutte contre racisme, antisémitisme et discriminations
fabienne.haloui@orange.fr

Alain Hayot
Culture
ahayot@pcf.fr ou
ahayot@regionpaca.fr

Valérie Goncalves
Energie
val.goncalves@free.fr

Jean-Louis Le Moing
Dom-tom
jllemoing@pcf.fr

Danièle Lebail
Services Publics et solidarités
d.lebailcoquet@wanadoo.fr

Isabelle Lorand
Libertés et droits de la personne
liberte@pcf.fr

Sylvie Mayer
Economie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr

Catherine Peyge
Droit à la ville, logement
catherine.peyge@ville-bobigny.fr

Gérard Mazet
Transports
gmazet@pcf.fr

Eliane Assassi
Quartiers populaires et libertés
elianeassassi.contact@gmail.com

Richard Sanchez
LGBT
rsanchez@pcf.fr

Véronique Sandoval
Travail
vsandoval@espaces-marx.org

Jean-François Téaldi
Droit à l'information
jean-francois.tealdi@francetv.fr

Nicole Borvo
Institutions, démocratie, justice
mdagorn@pcf.fr

Jean-Marc Coppola
Réforme des collectivités locales
jmcoppola@regionpaca.fr

Jérôme Relinger
Révolution numérique et société de la connaissance
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *CommunisteS* du 22 septembre 2010

L'ÉQUIPE DE LA REVUE

Partice Bessac
Responsable de la Revue

Guillaume Quashie-Vauclin
Responsable adjoint & Histoire

Noëlle Mansoux
Secrétaire de rédaction

Amar Bellal
Sciences

Gérard Streiff
Combat d'idées

Marine Roussillon
Pages critiques

Nicolas Dutent
Communisme en question

Alain Vermeersch
Revue des médias

Frédo Coyère
Maquette et graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.